



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 22 du 31 juillet 2013*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 31 juillet 2013

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>818</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>818</b>
<b>DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....</b>	<b>818</b>
Bureau de la citoyenneté.....	818
Arrêté du 18 juillet 2013 portant modification d'une habilitation dans le domaine funéraire à PIENNES.....	818
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>818</b>
Bureau des affaires budgétaires et financières.....	818
Arrêté du 9 juillet 2013 portant règlement du budget primitif principal et des budgets annexes 2013 de la commune d'AUDUN-LE-ROMAN.....	818
Bureau des procédures environnementales.....	822
Arrêté du 14 mai 2013 acceptant la renonciation du permis exclusif de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit « Permis de Lorraine » (Meurthe-et-Moselle et Moselle) – JO du 25 mai 2013.....	822
Arrêté du 12 juillet 2013 accordant une dérogation à l'obligation de collecte porte-à-porte des déchets des ménages dans une zone agglomérée de plus de 500 habitants à la communauté de communes du Toulous.....	822
Arrêté du 16 juillet 2013 portant renouvellement de l'agrément régional au titre de la protection de l'environnement de l'association « NEOMYS».....	823
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>823</b>
Bureau des procédures environnementales / Service environnement, eau, biodiversité.....	823
Arrêté N°54-2011-00046 du 18 juillet 2013 portant déclaration au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement concernant le programme de restauration de l'Yron et de ses affluents sur les communes de HAGEVILLE, HANNONVILLE-SUZEMONT, MARS-LA-TOUR, PUXIEUX, SPONVILLE et XONVILLE.....	823
Arrêté N°54-2012-00159 du 18 juillet 2013 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant le programme de restauration des cours d'eau et zones humides de la forêt domaniale de la Reine sur les communes de BOUCQ et ROYAUMEIX.....	826
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>828</b>
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....</b>	<b>828</b>
<b>DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....</b>	<b>828</b>
Arrêté N° 2013-DIR-Est-SPR-54-01 du 20 juin 2013 portant réglementation permanente de la circulation sur la route nationale N°4 (RN 04).....	828
Arrêté N° 2012-DIR-Est-SPR-54-02 du 20 juin 2013 portant réglementation permanente de la circulation sur la route nationale N°4 (RN 04).....	830
Arrêté N° 2013-DIR-Est-SPR-54-03 du 20 juin 2013 portant réglementation permanente de la circulation sur la route nationale N°52 (RN 52).....	832
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-064 du 29 juillet 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de chaussée sur la RD 913.....	835
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>837</b>
<b>DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>837</b>
Etablissements de santé.....	837
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0696 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013.....	837
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0697 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013.....	838
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0698 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013.....	839
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0699 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013.....	840
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0700 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013.....	841
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0701 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013.....	841
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0702 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013.....	842
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0703 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013.....	843
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0704 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013.....	844
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0705 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013.....	845
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0706 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013.....	846
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0707 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013.....	847
Cellule habitat-santé.....	847
Arrêté N° 437/2013/ARS/DT54 du 17 mai 2013 portant déclaration d'insalubrité réparable du logement du rez-de-chaussée de l'immeuble situé 139, rue de la République 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE.....	847
Arrêté N° 438/2013/ARS/DT54 du 17 mai 2013 portant déclaration d'insalubrité irréparable de l'immeuble sis 5, rue des Jardins à ROSIERES-EN-HAYE (54385).....	848
Arrêté N° 574/2013/ARS/DT54 du 11 juin 2013 portant déclaration d'impropre à l'habitation d'un local situé dans l'immeuble sis 30 bis Avenue de la Garenne à NANCY (54000).....	849
<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....</b>	<b>850</b>
<b>UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>850</b>
Décision d'agrément (renouvellement) du 16 juillet 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association CARAIB NANCY à NANCY.....	850
Décision d'agrément (renouvellement) du 24 juillet 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association NOTRE-DAME DU TRUPT à MALZEVILLE.....	851
Décision d'agrément (renouvellement) du 24 juillet 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association Groupe d'Achat Solidaire des Pays Lorrains à VILLERS-LA-CHEVRE.....	851
<b>POLE C - SERVICE METROLOGIE.....</b>	<b>851</b>
Décision de retrait de marque N° 13.16.110.002.8 du 16 juillet 2013 concernant la société TRAILOR à LUNEVILLE (54).....	851
Décision de retrait d'agrément N° 13.16.346.001.8 du 16 juillet 2013 concernant la société TRAILOR à LUNEVILLE (54).....	852
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....</b>	<b>852</b>
<b>PREVENTION DES RISQUES.....</b>	<b>852</b>
Arrêté du 21 juin 2013 portant approbation du projet de renforcement du poste 63 / 20 kV de QUEVILLONCOURT.....	852
Arrêté du 26 juin 2013 portant approbation du projet de renforcement du poste 63 / 20 kV de VANDIERES.....	853
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....</b>	<b>853</b>
<b>CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE NANCY CHU.....</b>	<b>853</b>
Procuration du 9 juillet 2013 sous seing privé et délégation de signature à Madame Sophie SEYVE, Inspectrice des Finances Publiques.....	853
Procuration du 9 juillet 2013 sous seing privé et délégation de signature à Monsieur Pascal LINHART, Inspecteur Divisionnaire.....	854
Procuration du 16 juillet 2013 sous seing privé et délégation de signature à Monsieur Patrick KAUPP, Contrôleur des Finances Publiques.....	854

<b>SIE DE NANCY SUD EST</b> .....	<b>854</b>
Délégation de signature du 1er juillet 2013 en matière de contentieux et de gracieux fiscal responsable de service des impôts des entreprises de Nancy Sud Est.....	854
<b>SIE DE NANCY NORD EST</b> .....	<b>855</b>
Délégation de signature du 1er juillet 2013 en matière de contentieux et de gracieux fiscal.....	855
<b>SIP DE NANCY NORD EST</b> .....	<b>856</b>
Arrêté du 1er juillet 2013 portant délégation de signature.....	856
<b>SIE DE VANDOEUVRE</b> .....	<b>857</b>
Arrêté de délégation de signature du 1er juillet 2013 en matière de contentieux et de gracieux fiscal responsable de service des impôts des entreprises de VANDOEUVRE.....	857
<b>SIE DE NANCY OUEST</b> .....	<b>858</b>
Arrêté de délégation de signature du 1er juillet 2013 en matière de contentieux et de gracieux fiscal responsable de service des impôts des entreprises de Nancy Ouest.....	858
<b>SIP DE NANCY NORD OUEST</b> .....	<b>859</b>
Arrêté du 1er juillet 2013 portant délégation de signature.....	859
<b>SIP DE NANCY SUD EST</b> .....	<b>860</b>
Arrêté du 1er juillet 2013 portant délégation de signature.....	860
<b>SIP-SIE DE PONT A MOUSSON</b> .....	<b>862</b>
Arrêté du 1er juillet 2013 portant délégation de signature.....	862
<b>SIP DE VANDOEUVRE</b> .....	<b>862</b>
Arrêté du 1er juillet 2013 portant délégation de signature.....	862
<b>SIP-SIE DE TOUL</b> .....	<b>863</b>
Arrêté du 1er juillet 2013 portant délégation de signature.....	863
<b>SIP-SIE DE LONGWY</b> .....	<b>864</b>
Arrêté de délégation de signature du 1er juillet 2013 en matière de contentieux et de gracieux fiscal.....	864
<b>SIP-SIE DE BRIEY</b> .....	<b>866</b>
Arrêté du 1er juillet 2013 portant délégation de signature.....	866
<b>SIE-SIP DE LUNEVILLE</b> .....	<b>866</b>
Arrêté du 1er juillet 2013 portant délégation de signature.....	866
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES</b> .....	<b>867</b>
<b>AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES</b> .....	<b>867</b>
Décision de délégation de signature du 17 juin 2013 aux agents de la DDT de Meurthe-et-Moselle en matière de fiscalité de l'urbanisme.....	867
<b>SERVICE HABITAT - AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT - DELEGATION DE MEURTHE-ET-MOSELLE</b> .....	<b>868</b>
Décision n° 2013/DDT/HAB/07 du 11 juin 2013 portant adoption du programme d'actions territorial 2013.....	868
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE</b> .....	<b>868</b>
<b>SOLIDARITE - INSERTION</b> .....	<b>868</b>
Arrêté du 5 juillet 2013 portant fixation de la dotation globale 2013 du Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile géré par l'Association Accueil et Réinsertion Sociale (n° FINESS : 540 011 988).....	868
Arrêté du 5 juillet 2013 portant fixation de la dotation globale 2013 du Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile d'ESSEY-LÈS-NANCY géré par l'Association ADOMA (n° FINESS : 540 015 518).....	869
Arrêté du 5 juillet 2013 portant fixation de la dotation globale 2013 du Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile d'HERSERANGE géré par l'Association ADOMA (n° FINESS : 540 003 829).....	870
Arrêté du 5 juillet 2013 portant fixation de la dotation globale 2013 du Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile de POMPEY géré par l'Association ADOMA (n° FINESS : 540 019 791).....	870
Arrêté N° DDSCS/SI/2013-51 du 18 juillet 2013 portant rejet d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs - Madame LEFEBURE, épouse KROELL Bénédicte, à NANCY.....	871
Arrêté N° DDSCS/SI/2013-72 du 24 juillet 2013 modifiant l'arrêté n° DDSCS/SI/2011-120 du 6 septembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	871
Arrêté N° DDSCS/SI/2013-73 du 24 juillet 2013 modifiant l'arrêté n° DDSCS/SI/2011-119 du 6 septembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	872
Arrêté N° DDSCS/SI/2013-74 du 24 juillet 2013 modifiant l'arrêté n° DDSCS/SI/2011-129 du 17 octobre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	873
<b>AUTRES SERVICES</b> .....	<b>873</b>
<b>L'AUTRE CANAL</b> .....	<b>873</b>
Conseil d'Administration EPCC l'Autre Canal - Séance du 21 juin 2013 - Extrait du registre des délibérations - Délibération N° 090-2013 du 21 juin 2013 - Nouveau Représentant du Personnel au Conseil d'Administration de L'Autre Canal.....	873
Conseil d'Administration EPCC l'Autre Canal - Séance du 21 juin 2013 - Extrait du registre des délibérations - Délibération N° 091-2013 du 21 juin 2013 - Mutation de la licence IV du bar de L'Autre Canal.....	874
Conseil d'Administration EPCC l'Autre Canal - Séance du 21 juin 2013 - Extrait du registre des délibérations - Délibération N° 092-2013 du 21 juin 2013 - Projet d'activité 2013.....	874
Conseil d'Administration EPCC l'Autre Canal - Séance du 21 juin 2013 - Extrait du registre des délibérations - Délibération N° 093-2013 du 21 juin 2013 - Bilan 2007- 2012 + Rapport d'activité 2012.....	874
Décision n° 68-2013 du 9 juillet 2013 - Annulation et remplacement de la décision n° 38-2011 modifiant l'institution de la régie d'avances.....	875
Décision n° 69-2013 du 24 juillet 2013 - Attribution du Marché à Procédure Adaptée pour la Prestation « Impression des documents de communication de L'Autre Canal ».....	875
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS</b> .....	<b>876</b>
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT</b> .....	<b>876</b>
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE</b> .....	<b>876</b>
<b>PREVENTION DES RISQUES</b> .....	<b>876</b>
Document du 25 juillet 2013 listant les agents de la DREAL – direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – Lorraine habilités au titre de l'article R.8111-8 du code du travail pour l'inspection du travail dans les mines et carrières.....	876

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau de la citoyenneté***Arrêté du 18 juillet 2013 portant modification d'une habilitation dans le domaine funéraire à PIENNES**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2223-19 à L. 2223-46, R. 2213-1 à R 2213-60 et R. 2223-1 à D. 2223-137 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2011 portant habilitation dans le domaine funéraire de la SARL « P.F LESCANNE D. » représentée par M. Daniel LESCANNE gérant, dont l'entreprise est située au n° 4, rue Ambroise Croizat à PIENNES (54490) ;

VU la demande du Cabinet d'Experts Comptables F2M reçue le 19 juin 2013, sollicitant pour le compte de la SARL « PF LESCANNE D. » le rajout de l'activité « gestion et utilisation d'une chambre funéraire » suite au rachat d'un bâtiment à usage de funérarium situé 6, rue du Point du Jour à PIENNES (54490) à l'entreprise de pompes funèbres « SOCIETE CIVILE IMMOBLIERE FUNEPI » représentée par MM. Pascal et Didier MARCHAND cogérants, dont le siège social est situé 16, rue de la Vignotte à FRIAUVILLE (54800) ;

VU l'acte de vente du 6 juin 2013 ;

VU le rapport de vérification de conformité de la chambre funéraire en date du 28 mai 2013 ;

CONSIDÉRANT que le dossier présenté est complet ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

**Article 1er** : L'activité « gestion et utilisation d'une chambre funéraire » est rajoutée à la liste des activités figurant à l'article 1er de l'arrêté susvisé.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Daniel LESCANNE gérant, et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de BRIEY ;

- au maire de PIENNES ;

- au Directeur de l'agence régionale de santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle) ;

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 juillet 2013

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Jean-François RAFFY

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception.*

**DIRECTION DE L'ACTION LOCALE***Bureau des affaires budgétaires et financières***Arrêté du 9 juillet 2013 portant règlement du budget primitif principal et des budgets annexes 2013 de la commune d'AUDUN-LE-ROMAN**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU l'article L. 1612-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 95-944 du 23 août 1995, relatif aux chambres régionales des comptes ;

VU la saisine de la chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne, Lorraine, effectuée le 25 avril 2013, en vue du règlement du budget primitif principal 2013, des budgets annexes « assainissement » et « Lotissement Sous la vigne » et du compte administratif de l'année 2012 de la commune d'AUDUN-LE-ROMAN, suite au défaut d'adoption de ces budgets dans le délai prévu par la loi, conformément aux dispositions de l'article L 1612-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'avis de la chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne, Lorraine du 12 juin 2013, proposant de régler le budget primitif principal et les budgets annexes de l'assainissement et du lotissement Sous la vigne de la commune d'AUDUN-LE-ROMAN ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas lieu de s'écarter de l'avis rendu par la chambre régionale des comptes ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

**Article 1er** : Le budget primitif principal 2013 de la commune d'AUDUN-LE-ROMAN est arrêté à la somme de 2 105 329 € en dépenses et 2 506 230 € en recettes.

**Article 2** : Compte tenu des opérations d'ordre, des résultats reportés et des restes à réaliser, les dépenses de la section de fonctionnement sont fixées à 1 692 579 € et les recettes à 2 093 540 €. Les dépenses et les recettes d'investissement sont fixées à 412 750 €. Elles sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

**BUDGET PRIMITIF PRINCIPAL 2013****SECTION DE FONCTIONNEMENT : (en €)**

DÉPENSES		RECETTES	
011 Charges à caractère général	576 200.00	70 Produits des services, domaintentes directes	20 576.00

012 Charges de personnel et frais assimilés	648 500.00	73 Impôts et taxes	746 162.00
014 Atténuation de produits	200.00	74 Dotations, subventions et participations	715 781.00
022 Dépenses imprévues	0	75 Autres produits de gestion courante	120 000.00
65 Autres charges de gestion courante	207 662.00	013 Atténuations de charges	13 700.00
dont 6521 Déficits budgets annexes administratifs	52 540.00		
6574 Subventions	20 922.00		
66 Charges financières	11 424.00	76 Produits financiers	50.00
67 Charges exceptionnelles	7 300.00	77 Produits exceptionnels	8 382.00
68 Dotations aux provisions	30 000.00		
<i>Total des dépenses réelles de fonctionnement</i>	1 481 336.00	<i>Total des recettes réelles de fonctionnement</i>	1 624 651.00
023 Virement à la section d'investissement	211 243.00		
042 Opérations d'ordre de	0.00	042 Opérations d'ordre de transferts entre sections	50 000.00
		R002 Résultat reporté	418 889.00
<b>TOTAL Dépenses de fonctionnement</b>	<b>1 692 579.00</b>	<b>TOTAL Recettes de fonctionnement</b>	<b>2 093 540.00</b>

## SECTION D'INVESTISSEMENT : (en €)

DÉPENSES		RECETTES	
16 Emprunts et dettes assimilées	68 642.0	10 Dotations, fonds divers et réserves	104 035.00
21 Immobilisations corporelles (hors opérations)	2 200.00	1068	0
23 Immobilisations en cours (hors opérations)	1 442.00	13 Subventions d'investissement	25 095.00
Opération 13 Signalisation des rues	8 829.00		
Opération 14 Bornes incendie	5 034.00		
Opération 15 Voirie réseaux Rue Boulange	254 294.00		
Opération 20 PLU	3 327.00		
Reste à réaliser Opération 11 Acquisition matériels	2 114.00		
Reste à réaliser Opération 12	885.00		
Reste à réaliser Opération 20	10 700.00		

Reste à réaliser Opération 15	5 283.00	Reste à réaliser Opération 15 Voirie réseaux Rue Boulange	25 000.00
<i>Total des dépenses d'équipement</i>	294 108.00	<i>Total des recettes réelles d'investissement</i>	154 130.00
020 Dépenses imprévues	0.00		
<i>Total des dépenses réelles d'investissement</i>	362 750.00	021 Virement de la section de fonctionnement	211 243.00
040 Opérations d'ordre entre sections	50 000.00		
		R001 Résultat reporté	47 377.00
<b>TOTAL Dépenses d'investissement</b>	<b>412 750.00</b>	<b>TOTAL Recettes d'investissement</b>	<b>412 750.00</b>

**Article 3 :** Le budget primitif 2013 annexe « Assainissement » de la commune d'AUDUN-LE-ROMAN est arrêté :

- pour la section d'exploitation, à la somme de 151 325 € en dépenses et à 167 493 € en recettes ;

- pour la section d'investissement, à la somme de 146 466 € en dépenses et en recettes.

Les dépenses et recettes sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

BUDGET 2013 annexe « ASSAINISSEMENT »

SECTION D'EXPLOITATION : (en €)

DÉPENSES		RECETTES	
011 Charges à caractère général	79 000.00	70 Vente de produits finis, prestations de services	113 100.00
012 Charges de personnel et frais assimilés	4 600.00	73 Impôts et taxes	0.00
014 Atténuation de produits	0.00	74 Dotations et participations	8 000.00
022 Dépenses imprévues	0.00		
65 Autres charges de gestion courante	300.00	75 Autres produits de gestion courante	100.00
<i>Total des dépenses de gestion courante</i>	83 900.00	<i>Total des recettes de gestion courante</i>	121 200.00
66 Charges financières	3 414.00	76 Produits financiers	
67 Charges exceptionnelles	200.00	77 Produits exceptionnels	2 100.00
68 Dotations aux provisions	2 000.00		
<i>Total des dépenses réelles d'exploitation</i>	89 514.00	<i>Total des recettes réelles d'exploitation</i>	123 300.00
023 Virement à la section d'investissement	20 811.00		
042 Opérations d'ordre de transferts entre sections	41 000.00	042 Opérations d'ordre de transferts entre sections	23 000.00
<i>Total des dépenses d'ordre</i>	61 811.00	R002 Résultat reporté	21 193.00
<b>TOTAL Dépenses d'exploitation</b>	<b>151 325.00</b>	<b>TOTAL Recettes d'exploitation</b>	<b>167 493.00</b>

## SECTION D'INVESTISSEMENT : (en €)

DÉPENSES		RECETTES	
16 Emprunts et dettes assimilées	16 443.00	10 Dotations, fonds divers et réserves	0.00
21 Immobilisations incorporelles	0.00	13 Subventions d'investissement	0.00
Opération 12	107 003.00		
020 Dépenses imprévues	0.00	Total des recettes réelles d'investissement	0
<i>Total des dépenses réelles d'investissement</i>	123 446.00	021 Virement de la section de fonctionnement	20 811.00
040 Opérations d'ordre entre sections	23 000.00	040 Opérations d'ordre entre sections	41 000.00
		R001 Résultat reporté	84 635.00
<b>TOTAL Dépenses d'investissement</b>	<b>146 446.00</b>	<b>TOTAL Recettes d'investissement</b>	<b>146 446.00</b>

**Article 4 :** Le budget primitif 2013 annexe « Lotissement sous la vigne » de la commune d'AUDUN-LE-ROMAN est arrêté :

- pour la section d'exploitation, à la somme de 98 045 € en dépenses et en recettes ;
- pour la section d'investissement, à la somme de 50 000 € en dépenses et en recettes.

Elles sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

BUDGET 2013 annexe « Lotissement sous la vigne »

## SECTION DE FONCTIONNEMENT : (en €)

DÉPENSES		RECETTES	
011 Charges à caractère général	0.00	70 Vente des services, domaines et ventes	0.00
65 Autres charges de gestion courante	0.00	75 Autres produits de gestion courante Dont 7532 Prise en charge déficit par budget principal	52 540.00 52 540.00
		013 Atténuation de charges	0.00
66 Charges financières	0.00	76 Produits financiers	0.00
67 Charges exceptionnelles	0.00	77 Produits exceptionnels	0.00
<i>Total des dépenses réelles de fonctionnement</i>	0.00	<i>Total des recettes réelles de fonctionnement</i>	52 540.00
023 Virement à la section d'investissement	50 000.00		
D002 Résultat reporté	48 045.00	042 Opérations entre sections	45 505.00
<b>TOTAL Dépenses de fonctionnement</b>	<b>98 045.00</b>	<b>TOTAL Recettes de fonctionnement</b>	<b>98 045.00</b>

## SECTION D'INVESTISSEMENT : (en €)

DÉPENSES		RECETTES	
040 Opérations entre sections	45 505.00	021 Virement de la section de fonctionnement	50 000.00
D001 Résultat reporté	4 495.00		
<b>TOTAL Dépenses d'investissement</b>	<b>50 000.00</b>	<b>TOTAL Recettes d'investissement</b>	<b>50 000.00</b>

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de Briey, le maire d'AUDUN-LE-ROMAN et le trésorier d'AUDUN-LE-ROMAN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne, Lorraine et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 9 juillet 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

*Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de la notification.*

### *Bureau des procédures environnementales*

#### **Arrêté du 14 mai 2013 acceptant la renonciation du permis exclusif de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit « Permis de Lorraine » (Meurthe-et-Moselle et Moselle) – JO du 25 mai 2013**

Par arrêté du ministre du redressement productif et de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie en date du 14 mai 2013, la renonciation du permis exclusif de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit « Permis de Lorraine » est acceptée. La zone correspondante est à nouveau ouverte aux recherches.

Un extrait du présent arrêté sera affiché par les soins des préfets des départements de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle à la préfecture de ces départements ainsi qu'à la mairie de toutes les communes incluses dans le périmètre du permis. Cet extrait sera inséré au recueil des actes administratifs de ces préfectures et, aux frais de la société Vermilion REP SAS, publié dans un journal national, régional ou local dont la diffusion s'étend à toute la zone couverte par le permis.

*Nota. – Le texte complet de l'arrêté peut être consulté dans les locaux du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, direction de l'énergie, bureau exploration et production des hydrocarbures sis Grande Arche, paroi Nord, 92055 - La Défense Cedex, ainsi que dans les bureaux de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sis GreenPark, BP 95038, 57071 Metz Cedex 3.*

#### **Arrêté du 12 juillet 2013 accordant une dérogation à l'obligation de collecte porte-à-porte des déchets des ménages dans une zone agglomérée de plus de 500 habitants à la communauté de communes du Toulais**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2224-13, R.2224-23 à R.2224-29 relatifs à la collecte des ordures ménagères et autres déchets assimilables ;

VU le dossier de demande de dérogation à l'article R.2224-23 du CGCT déposé le 21 mars 2013 par la Communauté de Communes du Toulais ;

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 19 juin 2013 ;

VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé du 18 juin 2013 ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST), au cours de la réunion du 11 juillet 2013 ;

CONSIDERANT l'inaccessibilité à la collecte en porte-à-porte par moyens motorisés de certaines zones de la communauté de communes du Toulais ;

CONSIDERANT l'impossibilité de mise en place de bacs individuels pour la mise en œuvre de la tarification incitative dans certaines zones de la communauté de communes du Toulais compte-tenu de la nature de l'habitat ;

CONSIDERANT la mise à disposition de conteneurs (semi)-enterrés dans un rayon de moins de 100 mètres des usagers concernés ;

CONSIDERANT que la collecte desdits conteneurs bihebdomadaire limitera les nuisances olfactives ;

CONSIDERANT que la modification des conditions de collecte s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la tarification incitative prévue par les lois Grenelle ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** Dérogation à l'obligation de collecte en porte-à-porte dans les zones agglomérées de plus de 500 habitants

La Communauté de Communes du Toulais est autorisée à organiser la collecte des déchets des ménages et assimilés (DMA), selon des modalités qui ne satisfont pas à l'obligation réglementaire de collecte en porte-à-porte sur les zones agglomérées de plus de 500 habitants et dans les conditions figurant dans sa demande déposée le 21 mars 2013.

Cette dérogation est accordée pour une durée maximale de 6 ans, à compter de la date de notification de cet arrêté.

#### **Article 2 :** Cadre réglementaire

Les équipements collectifs (semi)-enterrés de collecte d'ordures ménagères sont placés dans un rayon de moins de 100 mètres de chaque usager. La fréquence de collecte sur tous les containers d'ordures ménagères résiduelles en points d'apports volontaires est bihebdomadaire, indépendamment de leur remplissage. Cette fréquence est augmentée en cas de besoin (température extérieure élevée) et adaptée à la fréquentation de ces équipements.

L'entretien, la maintenance et le nettoyage de ces équipements sont réalisés de manière à assurer leur fonctionnement ainsi que leur salubrité.

Un patrouillage quotidien est assuré pour vérifier la propreté des abords.

#### **Article 3 :** Délais et voie de recours

Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication dans le recueil des actes administratifs ou de la réponse de l'administration si un recours gracieux a été déposé dans le même délai que susmentionné.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous préfet de Toul, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur général de l'agence régionale de santé, la présidente de la communauté de communes du Toulais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée :

- à la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine,
- au directeur régional de l'agence régionale de santé,
- à la présidente de la communauté de communes du Toulais,
- au maire de Toul.

Nancy, le 12 juillet 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Arrêté du 16 juillet 2013 portant renouvellement de l'agrément régional au titre de la protection de l'environnement de l'association « NEOMYS »**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L141-1 à L141-3 et R141-1 à R141-20 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 12 juillet 2011 relatif à la composition du dossier de demande d'agrément au titre de la protection de l'environnement, du dossier de renouvellement de l'agrément et à la liste des documents à fournir annuellement ;

CONSIDERANT que l'association "NEOMYS" a présenté le 21 mai 2013 une demande de renouvellement de son agrément régional au titre de la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT que cette association a été agréée au titre de la protection de l'environnement par l'arrêté SGAR 2009-52 du 5 février 2009 dans un cadre régional ;

CONSIDERANT que le siège social de cette association est situé dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDERANT que Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Monsieur le directeur départemental des Territoires, ainsi que Monsieur le Procureur général près la Cour d'appel de Nancy ont émis un avis favorable à cette demande de renouvellement d'agrément ;

CONSIDERANT que l'association « NEOMYS » justifie depuis plus de trois ans du respect des conditions fixées par l'article R. 141-2 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Il est accordé, pour une durée de cinq ans renouvelable, un agrément régional au titre de la protection de l'environnement à l'association « NEOMYS », dont le siège social se situe à Neuves-Maisons (54230).

**Article 2** : L'association « NEOMYS » adressera chaque année au préfet de Meurthe-et-Moselle, par voie postale ou électronique, les documents suivants :

1. Les statuts et le règlement intérieur, s'ils ont été modifiés depuis leur dernière transmission.
2. L'adresse du siège de l'association et son adresse postale si elles ont changé depuis leur dernière transmission.
3. Les nom, profession, domicile et nationalité des personnes qui, à un titre quelconque, sont chargées de l'administration de l'association.
4. Le rapport d'activité, les comptes de résultat et de bilan et leurs annexes approuvés par l'assemblée générale ainsi que le compte rendu de cette assemblée.
5. Le compte rendu de la dernière assemblée générale ordinaire et celui de toute assemblée générale extraordinaire éventuelle.
6. Le ou les montants des cotisations, le produit de ces cotisations ainsi que le nombre et la répartition géographique des membres à jour de leur cotisation décomptés lors de l'assemblée générale, en précisant le nombre de membres, personnes physiques.
7. Le nombre de membres, personnes physiques, cotisant par l'intermédiaire d'associations fédérées, s'il y a lieu.
8. Les dates des réunions du conseil d'administration.

**Article 3** : L'agrément peut être abrogé dans les cas suivants :

1. Lorsque l'association ne justifie plus du respect des conditions prévues par les articles L. 141-1 et R. 141-2 du code de l'environnement ;
2. Lorsque l'association exerce son activité statutaire dans un cadre territorial plus limité que celui pour lequel elle bénéficie de l'agrément, dans les conditions définies à l'article R. 141-3 ;
3. En cas de non-respect des obligations mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

L'association est préalablement informée des motifs susceptibles de fonder l'abrogation et mise en mesure de présenter ses observations.

**Article 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa publication.

**Article 5** : L'arrêté SGAR 2009-52 du 5 février 2009 accordant un agrément régional au titre de la protection de l'environnement à l'association "NEOMYS" est abrogé.

**Article 6** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président de l'association "NEOMYS", et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au procureur général près la cour d'appel de Nancy, ainsi qu'aux greffes du tribunal d'instance et de grande instance de Nancy.

Nancy, le 16 juillet 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

*Bureau des procédures environnementales / Service environnement, eau, biodiversité*

**Arrêté N°54-2011-00046 du 18 juillet 2013 portant déclaration au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement concernant le programme de restauration de l'Yron et de ses affluents sur les communes de HAGEVILLE, HANNONVILLE-SUZEMONT, MARS-LA-TOUR, PUXIEUX, SPONVILLE et XONVILLE**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-7, et L. 214-1 à L. 214-6 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant un dossier de déclaration complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 8 mars 2011, présenté par la Communauté de Communes de Mad à l'Yron, enregistré sous le n° 54-2011-00046 et relatif au programme de restauration de l'Yron et de ses affluents sur les communes de HAGEVILLE, HANNONVILLE-SUZEMONT, MARS-LA-TOUR, PUXIEUX, SPONVILLE ET XONVILLE - Demande de Déclaration d'Intérêt Général et de Déclaration au titre du code de l'environnement ;

VU la fusion de la Communauté de Communes du Mad à l'Yron et de la Communauté de Communes des Trois Vallées en Communauté de Communes du Chardon Lorrain ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 27/03/2013 au 27/04/2013 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 23 mai 2013 ;

VU l'absence d'avis des communes de Hageville, Hannonville-Suzemont, Mars-la-Tour, Puxieux, Sponville et Xonville ;

VU l'avis favorable du pétitionnaire émis par courrier électronique du 16 juillet 2013 concernant le projet du présent arrêté sollicité par courrier en date du 11 juillet 2013 ;

## CONSIDERANT

- Que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;
- Que les travaux de reconquête du milieu ne peuvent être réalisés de façon cohérente sur l'ensemble des communes de Meurthe-et-Moselle que dans le cadre d'une Déclaration d'Intérêt Général ;
- Que le pétitionnaire a émis un avis favorable dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

**ARRETE**

## Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION ET DE LA DECLARATION D'INTERET GENERAL

**Article 1er** : Objet de la déclaration et de la déclaration d'intérêt général

A la demande de la Communauté de Communes du Chardon Lorrain, le programme de restauration de l'Yron et de ses affluents, est déclaré d'intérêt général.

Le projet concerne le cours d'eau de l'Yron et ses affluents (ruisseaux de Xonville, du Fond de Chaumont et de la Passée) sur les communes de Hageville, Hannonville-Suzemont, Mars-la-Tour, Puxieux, Sponville et Xonville. (voir carte annexée)

Le pétitionnaire, la Communauté de Communes du Chardon Lorrain, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : Restauration de l'Yron et de ses affluents (ruisseaux de Xonville, du Fond de Chaumont et ruisseau de la Passée) sur les communes de HAGEVILLE, HANNONVILLE-SUZEMONT, MARS-LA-TOUR, PUXIEUX, SPONVILLE ET XONVILLE - Demande de Déclaration d'Intérêt Général et de Déclaration au titre du code de l'environnement.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubriques	Intitulé	Régime <i>Arrêté Ministériel</i> <i>prescriptions générales</i>
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1) sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m A 2) sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m D	Déclaration
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : 1) sur une longueur supérieure ou égale à 200 m A 2) sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m D	Déclaration
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1) destruction de plus de 200 m <sup>2</sup> de frayères A 2) dans les autres cas D	Déclaration
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215.14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : 1) supérieur à 2 000 m <sup>3</sup> A 2) inférieur ou égal à 2000 m <sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 A 3) inférieur ou égal à 2000 m <sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 D	Déclaration <i>Arrêté du 30 mai 2008</i>

**Article 2** : Caractéristiques des travaux

Le programme d'actions sur le cours d'eau de l'Yron et de ses affluents (ruisseaux de Xonville, du Fond de Chaumont et ruisseau de la Passée) d'un linéaire total d'environ 25,8 km porte sur :

- le traitement de la végétation des berges et du lit et la gestion des embâcles. La majorité de ces travaux concernent l'Yron ;
- la récréation d'une ripisylve diversifiée le long des cours d'eau par plantations d'arbres et d'arbustes. La majorité de ces travaux concernent les affluents de l'Yron ;
- la diversification des écoulements et l'amélioration paysagère de l'Yron dans la traversée d'Hannonville-Suzémont par mise en place d'épis peignes ;
- l'amélioration des écoulements et l'amélioration paysagère de l'Yron dans la traversée d'Hannonville-Suzémont par création d'un lit mineur d'étiage et par la plantation de plantes hélophytes fleuries ;
- le talutage, la mise en place d'une clôture et la végétalisation d'une berge de l'Yron à Sponville pour lutter contre le piétinement bovin ;
- la création d'échancres dans les radiers des ponts de la RD 14 à Xonville et de la RD 142 à Sponville situés sur le ruisseau de Xonville pour améliorer les conditions d'écoulements en période d'étiage ;

**Article 3** : Prescriptions lors des travaux

Le service départemental de l'ONEMA et le service police de l'eau de la DDT seront associés aux réunions préparatoires de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Ils seront également conviés à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.

Les installations de chantier seront positionnées à l'écart du cours d'eau, en dehors du lit majeur.

En cas de montée des eaux ou d'interruption du chantier, les engins seront repliés en dehors de la zone inondable.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écartier tout risque de pollution des eaux. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ de pollution.

Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs déboueurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.

La gestion des embâcles devra se limiter à ceux qui ont une incidence sur les écoulements provoquant une dégradation significative des berges. Les embâcles, en l'absence de sous-berge devront être conservés pour maintenir des caches à la population de Lote (Lota lota) présente sur le secteur.

Le traitement de la ripisylve doit être sélective.

Les produits nobles issus lors des interventions sur la ripisylve resteront à la propriété des riverains. Ces bois seront rangés sur les parcelles en dehors du lit majeur afin de ne pas nuire aux écoulements en période de crue. Les riverains disposeront d'un délai d'un mois pour les évacuer. Passé ce délai, ces bois seront éliminés par le pétitionnaire ou une entreprise mandatée.

Les rémanents de déboisement et les produits de faucardage seront éliminés dans le respect de la réglementation.

Les travaux qui portent sur la végétation des berges seront réalisés depuis les rives en longeant la rivière, hors période de nidification des oiseaux. Une fois les travaux terminés, le pétitionnaire, ou l'entreprise qu'il aura mandatée, enlèvera tous les décombres, terres, matériaux divers qui pourraient subsister et remettra les parcelles en l'état (clôtures déposées et réinstallées, fermeture des accès à la propriété, retrait des matériaux).

Les plantations devront être réalisées avec des plantes d'essences autochtones. Les croisements ou hybrides sont à proscrire.

Les plantations sur rives ne pourront être entreprises qu'avec l'accord préalable du propriétaire riverain concerné.

Les échancrures dans les radiers des ponts devront être réalisés en prenant toutes les précautions pour ne pas engendrer d'érosion régressive. Pendant les travaux, les ouvrages et les écoulements au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Les propriétaires riverains seront informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la demande de la police des eaux et de la pêche.

Les travaux seront effectués de manière à limiter la mise en mouvement des matières en suspensions par la mise en place de barrages filtrants afin de retenir le maximum de matières en suspension.

#### **Article 4 :** Programme d'intervention

Chaque année le pétitionnaire rédige un programme annuel d'intervention qu'il transmet au service départemental de l'ONEMA et au service police de l'eau de la DDT au moins 2 mois avant de le mettre en œuvre.

#### **Article 5 :** Servitude de passage

Pendant les travaux initiaux ou d'entretien ultérieurs, les riverains devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents chargés de la surveillance, aux agents chargés de la police et l'eau et de la police de la pêche, aux personnes chargés des travaux ainsi qu'aux engins nécessaires à la réalisation des travaux.

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux objets de la présente Déclaration d'Intérêt Générale, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

#### **Article 6 :** Mesures de sécurité publique

L'entrepreneur veillera aux mesures de sécurité (signalisations, port de matériel de sécurité : casque, gants...).

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

#### **Article 7 :** Répartition des dépenses

Le coût des travaux est pris en charge par la Communauté de Communes du Chardon Lorrain. Aucune participation financière ne sera demandée aux propriétaires riverains.

### Titre II : DISPOSITIONS GENERALES

#### **Article 8 :** Durée de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général

La présente déclaration d'intérêt général est accordée pour une durée de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

#### **Article 9 :** Condition de renouvellement de la déclaration d'intérêt général

Elle pourra être renouvelée une fois si la Communauté de Communes du Chardon Lorrain présente une demande de renouvellement au moins 6 mois avant l'expiration du présent arrêté.

#### **Article 10 :** Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

#### **Article 11 :** Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 12 :** Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

#### **Article 13 :** Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente décision sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Un exemplaire du dossier de déclaration d'intérêt général sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie des communes de Hageville, Hannonville-Suzemont, Mars-la-Tour, Puxieux, Sponville et Xonville.

Le présent arrêté sera affiché dans les mairies de Hageville, Hannonville-Suzemont, Mars-la-Tour, Puxieux, Sponville et Xonville, pendant une durée minimale d'un mois.

La présente décision sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

#### **Article 14 :** Voies et délais de recours

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai d'un an suivant sa notification dans les conditions de l'article L. 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement.

#### **Article 15 :** Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de BRIEY par intérim, les maires des communes de Hageville, Hannonville-Suzemont, Mars-la-Tour, Puxieux, Sponville et Xonville, le directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle et le chef du service départemental de l'ONEMA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 18 juillet 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*L'Arrêté du 30 mai 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations d'entretien de cours d'eau ou canaux soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.1.0 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement est consultable à la préfecture de Meurthe-et-Moselle – bureau des procédures environnementales.*

**Arrêté N°54-2012-00159 du 18 juillet 2013 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant le programme de restauration des cours d'eau et zones humides de la forêt domaniale de la Reine sur les communes de BOUCQ et ROYAUMEIX**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhin-Meuse ;

VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 17/08/2012, présenté par l'OFFICE NATIONAL DES FORETS - AGENCE DE MEURTHE-ET-MOSELLE SUD représenté par Monsieur le Directeur, enregistré sous le n° 54-2012-00159 et relatif au PROGRAMME DE RESTAURATION DES COURS D'EAU ET ZONES HUMIDES DE LA FORÊT DOMANIALE DE LA REINE ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 19/03/2013 au 22/04/2013 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 21 mai 2013 ;

VU le courrier réponse, du 2 mai 2013, de l'ONF à la remarque formulée lors de l'enquête ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 25/06/2013 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de MEURTHE-ET-MOSELLE en date du 11/07/2013 ;

VU l'avis favorable du pétitionnaire daté du 16 juillet 2013 concernant le projet du présent arrêté sollicité par courrier en date du 12 juillet 2013 ;

CONSIDERANT

- Que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

- Que le pétitionnaire a émis un avis favorable dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

**ARRETE**

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

**Article 1er** : Objet de l'autorisation

Le pétitionnaire, l'OFFICE NATIONAL DES FORETS - AGENCE MEURTHE-ET-MOSELLE SUD - représenté par son Directeur est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : PROGRAMME DE RESTAURATION DES COURS D'EAU ET ZONES HUMIDES DE LA FORÊT DOMANIALE DE LA REINE sur les communes de BOUCQ et ROYAUMEIX.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime Arrêté Ministériel prescriptions générales
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues (A) 2° un obstacle à la continuité écologique a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) b) entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D) Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Déclaration
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Autorisation
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m <sup>2</sup> de frayères (A) 2°) Dans les autres cas (D)	Autorisation
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Déclaration Arrêté du 27 août 1999 modifié le 27/07/2006

**Article 2** : Caractéristiques des ouvrages

Les opérations projetées concernent les cours d'eau forestiers (ruisseaux d'Esch, de Réhanne, de Woëvre, Dame Pré, des Grands Breuils et d'autres cours d'eau, intermittents ou non, dépourvus de nom) ainsi que 140 mares, situées au sein de la forêt domaniale de la Reine.

Les travaux à mettre en œuvre sont de trois types :

- La restauration de zones humides par remise en eau des lits reliques méandriques au sein des habitats forestiers humides ;

- La diversification du profil des cours d'eau surcalibrés par création de lits sinueux, réduction de l'enfoncement des lits et stabilisation d'embâcles ;

- La restauration des mares drainées par rebouchage de drains et recreusement de certaines mares pour éviter leur assèchement définitif.  
Voir plan d'assemblage (localisation des travaux) en annexe 1.

#### Titre II : PRESCRIPTIONS

##### **Article 3 :** Prescriptions générales

Le déclarant devra respecter l'Arrêté du 27 août 1999 portant application du décret no 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de création de plans d'eau soumises à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.3.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret no 93-743 du 29 mars 1993 .modifié. Un exemplaire est joint au présent arrêté (annexe 2).

##### **Article 4 :** Prescriptions spécifiques

Le service départemental de l'ONEMA et le service police de l'eau de la DDT seront associés aux réunions préparatoires de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Ils seront également conviés à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.

Les installations de chantier seront positionnées à l'écart des cours d'eau, au moins à 100 mètres.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écarter tout risque de pollution des eaux. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ de pollution.

Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs déboueurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.

En cas de montée des eaux ou d'interruption du chantier, les engins seront repliés en dehors des zones inondables.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous les décombres, terres, matériaux divers qui pourraient subsister.

##### **Article 5 :** Mesures de sauvegarde

Pendant les travaux, les ouvrages et les écoulements au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du pétitionnaire en bon état de fonctionnement.

L'entrepreneur mandaté par le pétitionnaire devra informer, s'il y a lieu, les instances de la pêche (Fédération Départementale pour la Pêche et le Milieu Aquatique et Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques) de la mise en place de mesures préventives de sauvegarde du poisson avant intervention dans le lit du cours d'eau

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la demande de la police des eaux et de la pêche.

##### **Article 6 :** Mesures de sécurité publique

L'entrepreneur mandaté par le pétitionnaire veillera aux mesures de sécurité (signalisations, port de matériel de sécurité : casque, gants...).

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du pétitionnaire ou son mandataire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire ou son mandataire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du pétitionnaire ou son mandataire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

#### Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

##### **Article 7 :** Durée et condition de renouvellement de l'autorisation

Les travaux de restauration sont prévus sur 2 années à compter de la date de publication du présent arrêté.

##### **Article 8 :** Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

##### **Article 9 :** Début et fin des travaux – Mise en service

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates de démarrage et de fin des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation.

##### **Article 10 :** Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

##### **Article 11 :** Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

##### **Article 12 :** Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

##### **Article 13 :** Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

##### **Article 14 :** Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

##### **Article 15 :** Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de BOUCQ et ROYAUMEIX.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies de BOUCQ et ROYAUMEIX pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, ainsi qu'à la mairie des communes de BOUCQ et ROYAUMEIX.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 1 an.

**Article 16 :** Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

**Article 17 :** Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous préfet de TOUL, le directeur de l'ONF agence Meurthe-et-Moselle sud, le maire de la commune de BOUCQ, le maire de la commune de ROYAUMEIX, le directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle et le chef du service départemental de l'ONEMA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 18 juillet 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

- ANNEXE 1 : Plan de situation

- ANNEXE 2 : Arrêté du 27 août 1999 portant application du décret no 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de création de plans d'eau soumises à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.3.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret no 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Ces annexes sont consultables à la préfecture de Meurthe-et-Moselle – bureau des procédures environnementales.

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

#### DIVISION EXPLOITATION DE METZ

#### Arrêté N° 2013-DIR-Est-SPR-54-01 du 20 juin 2013 portant réglementation permanente de la circulation sur la route nationale N°4 (RN 04)

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la route,

VU le code de la voirie routière,

VU le code pénal,

VU le code de procédure pénale,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret n°2006-304 en date du 16 mars 2006 portant création et organisation des Directions Interdépartementales des Routes,

VU le décret du 22 juillet 2011 nommant Monsieur Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs relatifs à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'arrêté SGAR n°2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est,

CONSIDÉRANT la nécessité de réglementer la circulation sur la RN 4,

SUR proposition de Monsieur le directeur interdépartemental des routes Est,

#### ARRETE

**Article 1er :** Abréviations

PR désigne le Point Repère kilométrique de la route: il correspond aux bornes implantées en rive de chaussées. Il est exprimé par le numéro de la borne et la distance métrique derrière la borne.

RN désigne la route nationale.

RD désigne la route départementale.

**Article 2 :** Champ d'application

Est soumise aux dispositions du code de la Route et aux prescriptions du présent arrêté, la circulation sur la route nationale 4 dans le département de la Meurthe et Moselle, dont les limites sont définies comme suit :

Origine : PR 0+000 (limite départementale de la Meuse)

Échangeurs :

Échangeurs	PR	Nom	Routes rencontrées
Diffuseur n° 900405	4+750	Choloy-Menillot	D11
Diffuseur n° 900410	9+500	Toul-Blénod	D960

Extrémité : PR 9+550 (limite Autoroute A31)

**Article 3 : Limitation de vitesse**

3.1 – vitesse maximale autorisée sur les routes nationales à deux chaussées séparées par un terre plein central

3.1.a – en section courante

En application de l'article R 413-2 du code de la route, la vitesse maximale autorisée sur les sections de routes à deux chaussées séparées par un terre-plein central est de 110 km/h. Cette vitesse correspond à des conditions de circulation optimale et chaque conducteur, en application de l'article R 413-17 du code de la route, doit appliquer sa vitesse en fonction des caractéristiques de la route, de la circulation et des circonstances.

3.1.b – limitations de vitesse aux bretelles de sortie des échangeurs

La règle générale s'applique soit 90 km/h hormis pour des bretelles des échangeurs ci-dessous où des mesures particulières sont prises pour des raisons de trafic et de sécurité :

Échangeur n°900405 de Choley-Menillot			
sens Saint-Dizier > Nancy		sens Nancy > Saint-Dizier	
bretelles	km/h	bretelles	km/h
Sortie RD 11 Foug	Par paliers 70 puis 50	Sortie D11 Foug	Par paliers 70 puis 50

  

Échangeur n°900410 de Toul-Blénod			
sens Saint-Dizier > Nancy		sens Nancy > Saint-Dizier	
bretelles	km/h	bretelles	km/h
Sortie RD 960 Toul		Sortie RD 960 Toul	Par paliers 90 puis 70
Bretelle d'entrée sur A31 Nancy	50		

**Article 4 : Circulations et manœuvres interdites**

4.1- Sens de circulation : les bretelles des échangeurs et les voies de circulation dans les carrefours avec des îlots séparant les flux de circulation sont à sens unique. Ces dispositions sont complétées si nécessaire par les signalisations verticale et horizontale de police appropriées.

4.2 – Restriction de circulation sur les sections de routes réservées à la circulation automobile

Sur la section de routes à 2x2 voies, du PR 00+000 au PR 9+550, dans la mesure où il existe des itinéraires de substitution pour la circulation des autres usagers, l'accès est réservé à la circulation automobile, ne sont pas admis à circuler sur la route :

- les animaux,
- les piétons,
- les véhicules sans moteur,
- les véhicules à moteur non soumis à immatriculation,
- les cyclomoteurs,
- les tricycles à moteur dont la puissance n'excède pas 15 kilowatts et dont le poids à vide n'excède pas 550 kilogrammes,
- les quadricycles à moteur,
- les tracteurs, matériels agricoles et matériels de travaux publics.

En application des articles R 432-2 à R 432-5 et R 432-7 du code de la route, ces interdictions ne s'appliquent pas aux personnes et matériels des administrations publiques, des services de secours, des organismes concessionnaires ou permissionnaires autorisés à occuper le domaine public de la route et des entreprises appelées à y travailler lorsque leur mission nécessite leur présence sur la route.

**Article 5 : Régime de priorité aux intersections et accès**

Entrée sur la route nationale à chaussées séparées et bidirectionnelles : toutes les entrées sur la RN 4 des échangeurs définis à l'article 2 sont réglementées par le régime de priorité du cédez-le-passage vis-à-vis de la section courante.

**Article 6 : Dispositions de service hivernale**

Par temps de neige et ou de verglas, la circulation des véhicules de transports de marchandises dont le poids total autorisé en charge ou le poids total roulant est supérieur à 3,5t est interdite sur la voie de gauche.

**Article 7 :** La police de la route sur la RN 4 est assurée par le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et la direction départementale de sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

La gestion du trafic, l'exploitation et l'entretien de la RN 4 sont assurés par la Direction Interdépartementale des Routes Est, division d'exploitation de Metz.

Les forces de l'ordre et les services de la Direction interdépartementale des routes Est pourront prendre toute mesure nécessaire pour assurer la sécurité et l'écoulement du trafic.

**Article 8 : Abrogations**

Les arrêtés n°84/DE/302/INF du 30 mai 1884 et n°87/DE/848/INF du 17 décembre 1987 sont abrogés.

**Article 9 : Diffusion**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

\* M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle

\* M. le Directeur interdépartemental des routes Est

\* M. le Commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

\* M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

dont copie sera adressée à :

\* M. le Directeur des archives départementales de Meurthe-et-Moselle

\* M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle

\* M. le Directeur du service d'aide médicale d'urgence (SAMU) de Meurthe-et-Moselle

\* M. le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle

\* M. le Directeur départemental des territoires (DDT) de Meurthe-et-Moselle

\* M. le responsable du commandement de la Région Terre Nord-Est

Nancy le 20 juin 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté N° 2012-DIR-Est-SPR-54-02 du 20 juin 2013 portant réglementation permanente de la circulation sur la route nationale N°4 (RN 04)**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la route,  
 VU le code de la voirie routière,  
 VU le code pénal,  
 VU le code de procédure pénale,  
 VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
 VU le décret du 7 août 1979 déclarant d'utilité publique les travaux de construction d'une déviation de la route nationale 4, au Sud de Lunéville, et conférant le caractère de route express nationale à cette voie,  
 VU le décret ministériel du 6 mai 1995 déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagement en route express à 2x2 voies de la route nationale 4 entre Lunéville et Phalsbourg dans les départements de Meurthe-et-Moselle et Moselle,  
 VU le décret ministériel du 3 mai 2000 prorogeant les effets de la déclaration d'utilité publique du décret du 6 mai 2006,  
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,  
 VU le décret n°2006-304 en date du 16 mars 2006 portant création et organisation des Directions Interdépartementales des Routes,  
 VU le décret du 22 juillet 2011 nommant Monsieur Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
 VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs relatifs à la signalisation des routes et autoroutes,  
 VU l'arrêté SGAR n°2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est,  
 VU la décision portant modification de la dénomination de la route nationale n°333 et route nationale n°4,  
 CONSIDÉRANT la nécessité de réglementer la circulation sur la RN 4,  
 SUR proposition de Monsieur le directeur interdépartemental des routes Est,

**ARRETE****Article 1er : Abréviations**

PR désigne le Point Repère kilométrique de la route : il correspond aux bornes implantées en rive de chaussées. Il est exprimé par le numéro de la borne et la distance métrique derrière la borne.

RN désigne la route nationale.

RD désigne la route départementale.

**Article 2 : Champ d'application**

Est soumise aux dispositions du code de la Route et aux prescriptions du présent arrêté, la circulation sur la route nationale 4 dans le département de la Meurthe-et-Moselle, dont les limites sont définies comme suit :

Origine : PR 26+000 ( limite A33)

section 1 : PR 26+000 au PR 65+263

section 2 : PR 95 au PR 98+544

Échangeurs :

Échangeurs	PR	Nom	Routes rencontrées
Diffuseur n° 900435	26+437	Lunéville-Château	D400
Diffuseur n° 900440	34+910	Lunéville-Centre	D98 ; D914
Diffuseur n° 905905 (Echangeur Lunéville-Z.I. inclus dans l'arrêté RN59)	38+500	Moncel-les-Lunéville	N59 ; D590
Diffuseur n° 900445	46+510	Thiébauménil	D99 ; D400
Diffuseur n° 900450	51+000	Bénaménil	D400
Diffuseur n° 900455	64+050	Blâmont	D7

Giratoires :

de Gogney au PR 95+000

Extrémité : PR 98+544 (limite avec le département de la Moselle)

Aire de repos ou de service de :

Les aires de repos et de services suivantes sont également soumises aux précédentes dispositions.

Aire de repos et de service de	PR	Sens
Anthelupt	29+350	Nancy-Strasbourg
Vitrimont	30+550	Strasbourg-Nancy
de la Forêt de Mondon	41+550	Nancy-Strasbourg
de Croismare	41+950	Strasbourg-Nancy
De Saint martin	56+050	Nancy-Strasbourg
Chapsures	57+000	Strasbourg-Nancy

**Article 3 : Limitation de vitesse**

3.1 – vitesse maximale autorisée sur les routes nationales à deux chaussées séparées par un terre plein central

3.1.a – en section courante

En application de l'article R 413-2 du code de la route, la vitesse maximale autorisée sur les sections de routes à deux chaussées séparées par un terre-plein central est de 110 km/h. Cette vitesse correspond à des conditions de circulation optimale et chaque conducteur, en application de l'article R 413-17 du code de la route, doit appliquer sa vitesse en fonction des caractéristiques de la route, de la circulation et des circonstances.

## 3.1.b – limitations de vitesse aux bretelles de sortie des échangeurs

La règle générale s'applique soit 90 km/h hormis pour des bretelles des échangeurs ci-dessous où des mesures particulières sont prises pour des raisons de trafic et de sécurité :

Échangeur n°900435 de Lunéville-Château			
sens Nancy>Strasbourg		sens Strasbourg>Nancy	
bretelles	km/h	bretelles	km/h
Sortie n°7 Lunéville Château	par paliers 90, 70 puis 50	Sortie Dombasle -Varangéville	par paliers 90 puis 70
Entrée Dombasle vers Strasbourg	70	n°5	70

Échangeur n°900440 Lunéville-Centre Rehainviller			
sens Nancy>Strasbourg		sens Strasbourg>Nancy	
bretelles	km/h	bretelles	km/h
Sortie RD 914 Lunéville_Centre	par paliers 90 puis 50	Sortie Lunéville - Rambervillers	par paliers 90 puis 70

Échangeur n°900445 de Thiébauménil			
sens Nancy>Strasbourg		sens Strasbourg>Nancy	
bretelles	km/h	bretelles	km/h
Sortie RD 99 Marainviller -Thiébauménil	par paliers 90 puis 50	Sortie RD 400 Marainviller -Thiébauménil	par paliers 90, 70 puis 50

Échangeur n°900450 de Bénaménil			
sens Nancy>Strasbourg		sens Strasbourg>Nancy	
bretelles	km/h	bretelles	km/h
Sortie Bénaménil	par paliers 90 puis 70	Sortie Bénaménil	par paliers 90 puis 70

Échangeur n°900455 de Blâmont			
sens Nancy>Strasbourg		sens Strasbourg>Nancy	
bretelles	km/h	bretelles	km/h
Sortie Blâmont	par paliers 90 puis 70	Sortie Blâmont	par paliers 90 puis 70

## 3.1.c – limitations de vitesse sur aire de repos

Aires de repos : la vitesse sur les aires de repos est limitée à 30km/h. La réglementation sur les bretelles de sortie accédant à ces aires est :

Aires de repos			
sens Nancy Strasbourg		sens Strasbourg Nancy	
Aire	km/h	Aire	km/h
D' Anthelupt	Par paliers dégressifs 90, 50, 30	Vitrimont	Par paliers dégressifs 90, 50, 30
De la Forêt de Mondon	Par paliers dégressifs 90, 50 et 30	De Croismare	Par paliers dégressifs 90, 50 et 30
De Saint -Martin	Par paliers dégressifs 90, 70 et 30	De Chapsure	Par paliers dégressifs 90, 70 et 30

## 3.2 vitesse maximale autorisée sur les routes nationales à une seule chaussée

En application de l'article R 413-2 du code de la route, la vitesse maximale autorisée sur les routes bidirectionnelles est limitée à 90 km/h. Cette vitesse correspond à des conditions de circulation optimale et chaque conducteur, en application de l'article R413-17 du code de la route, doit adapter sa vitesse en fonction des caractéristiques de la route, de la circulation et des circonstances. Toutefois, pour des raisons de sécurité liées aux caractéristiques de l'infrastructure, la vitesse autorisée est inférieure pour les sections ci-dessous, (sauf mention contraire précisée dans le tableau, la limitation s'applique à toutes les catégories de véhicules ) :

Section courante - sens Nancy Strasbourg	
Sections	km/h
du PR 96+060 au PR 96+544	70

Section courante - sens Strasbourg Nancy	
Sections	km/h
du PR 96+534 au PR 96+078	70
du PR 96+078 au PR 95+000	50

**Article 4 : Circulations et manœuvres interdites**

4.1 – Sens de circulation : les bretelles des échangeurs et les voies de circulation dans les carrefours avec des îlots séparant les flux de circulation sont à sens unique. Ces dispositions sont complétées si nécessaire par les signalisations verticale et horizontale de police appropriées.

## 4.2 – Dépassement :

Il est interdit de dépasser par temps de pluie et verglas aux véhicules, véhicules articulés, trains doubles ou ensemble de véhicules dont le poids total autorisé en charge ou le poids total roulant autorisé est supérieur à 3,5t du PR selon les modalités décrites dans le tableau ci-dessous :

## Sens Strasbourg&gt;Nancy

du PR 46+280 au PR 26+000

4.3 – Restriction de circulation sur les sections de routes réservées à la circulation automobile

La RN 4 entre les PR 26+0 et PR 65+263 est une voie à caractère de route express au sens des articles L151-1 à L151-5 du code de la voirie routière.

L'accès de cette partie de la route express est réservé à la circulation automobile, ne sont pas admis à circuler sur la route :

- les animaux,
- les piétons,
- les véhicules sans moteur,
- les véhicules à moteur non soumis à immatriculation,
- les cyclomoteurs,
- les tricycles à moteur dont la puissance n'excède pas 15 kilowatts et dont le poids à vide n'excède pas 550 kilogrammes,
- les quadricycles à moteur,
- les tracteurs, matériels agricoles et matériels de travaux publics.

Toutefois, ces interdictions ne s'appliquent pas aux personnels et aux matériels des administrations publiques, des organismes concessionnaires ou permissionnaires autorisés à occuper le domaine public, et des entreprises appelées à y travailler, lorsque leur mission nécessite la présence de ces personnels ou de ces matériels.

**Article 5 :** Régime de priorité aux intersections et accès

Entrée sur la route nationale à chaussées séparées et bidirectionnelles : toutes les entrées sur la RN 4 des échangeurs définis à l'article 2 sont réglementées par le régime de priorité du cédez-le-passage vis-à-vis de la section courante.

Carrefour giratoire de Gogney au PR 95+000

Les usagers circulant sur la RN 4 dans les deux sens doivent céder le passage (AB3a) aux usagers circulant sur l'anneau du carrefour giratoire.

**Article 7 :** La police de la route sur la RN 4 est assurée par le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et la direction départementale de sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

La gestion du trafic, l'exploitation et l'entretien de la RN 4 sont assurés par la Direction interdépartementale des routes Est, division d'exploitation de Metz.

Les forces de l'ordre et les services de la Direction interdépartementale des routes Est pourront prendre toute mesure nécessaire pour assurer la sécurité et l'écoulement du trafic.

**Article 8 :** Abrogations

Les arrêtés n°81/de/687/INF du 17 novembre 1981, n°96/DDE/702/CDES du 3 décembre 1996, n°2003/DDE/895/CDER du 19 décembre 2003, n° 2003/DDE/526/CDER du 11 septembre 2003, n°2006/DDE/061/CDER du 15 décembre 2006, n°2006/DDE/063/CDER du 15 décembre 2006 sont abrogés.

**Article 9 :** Diffusion

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- \* M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle
  - \* M. le Directeur interdépartemental des routes Est
  - \* M. le Commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
  - \* M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- dont copie sera adressée à :
- \* M. le Directeur des archives départementales de Meurthe-et-Moselle
  - \* M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle
  - \* M. le Directeur du service d'aide médicale d'urgence (SAMU) de Meurthe-et-Moselle
  - \* M. le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle
  - \* M. le Directeur départemental des territoires (DDT) de Meurthe-et-Moselle
  - \* M. le Général du commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est

Nancy le 20 juin 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté N° 2013-DIR-Est-SPR-54-03 du 20 juin 2013 portant réglementation permanente de la circulation sur la route nationale N°52 (RN 52)**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la route,  
VU le code de la voirie routière,  
VU le code pénal,  
VU le code de procédure pénale,  
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements  
VU le décret n°2006-304 en date du 16 mars 2006 portant création et organisation des Directions Interdépartementales des Routes,  
VU le décret du 22 juillet 2011 nommant Monsieur Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs relatifs à la signalisation des routes et autoroutes,  
VU l'arrêté SGAR n°2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est,  
CONSIDÉRANT la nécessité de réglementer la circulation sur la RN 52,  
SUR proposition de Monsieur le directeur interdépartemental des routes Est,

**A R R E T E**

**Article 1er :** Abréviations

PR désigne le Point Repère kilométrique de la route : il correspond aux bornes implantées en rive de chaussées. Il est exprimé par le numéro de la borne et la distance métrique derrière la borne.

RN désigne la route nationale.

RD désigne la route départementale.

**Article 2 :** Champ d'application

Est soumise aux dispositions du code de la Route et aux prescriptions du présent arrêté, la circulation sur la route nationale 52 dans le département de Meurthe-et-Moselle, dont les limites sont définies comme suit :

Origine : PR 0+000 (limite département de la Moselle)

Échangeurs :

Échangeurs	PR	Nom	Routes rencontrées
Diffuseur n°905205	2+890	Crusnes	D521
Diffuseur n°905210	4+097	Bréhain-la-Ville	D27
Diffuseur n°905215	7+154	Tiercelet	D125
Diffuseur n°905220	9+322	Villers-la-Montagne	D26B
Diffuseur n°905225	12+111	Haucourt-Moulaine	D196
Diffuseur n°905230	14+550	Mexy	D201 ; D196B ; D520
Diffuseur n°905235	18+382	Pulventeux	D618 ; D520
Diffuseur n°905240	19+482	Cosnes-et-Romain	D43
Diffuseur n°905245	20+071	Mont-Saint-Martin Centre	D918
Diffuseur n°905250	23+341	Mont-Saint-Martin VAL	D918
Diffuseur n°905255	24+300	Longlaville	D618

Extrémité : 24+962 (frontière avec la Belgique)

Aire de repos ou de service de :

Les aires de repos et de services suivantes sont également soumises aux précédentes dispositions.

Aire de repos et de service de	PR	Sens
Aire de repos de Tiercelet	6+850	Metz > Belgique

### Article 3 : limitation de vitesse

3.1 – vitesse maximale autorisée sur les routes nationales à deux chaussées séparées par un terre plein central

3.1.a – en section courante

En application de l'article R 413-2 du code de la route, la vitesse maximale autorisée sur les sections de routes à deux chaussées séparées par un terre-plein central est de 110 km/h. Cette vitesse correspond à des conditions de circulation optimale et chaque conducteur, en application de l'article R 413-17 du code de la route, doit appliquer sa vitesse en fonction des caractéristiques de la route, de la circulation et des circonstances. Toutefois, pour des raisons de sécurité liées aux caractéristiques de l'infrastructure, la vitesse autorisée est inférieure pour tous les véhicules sur les sections ci-dessous :

Section courante - sens Metz > Belgique	
Sections	km/h
du PR 13+900 au PR 14+145	90
du PR 24+430 au PR 24+720	70
du PR 24+720 au PR 24+950	50
PR 24+950 (passage de la douane)	10

Section courante - sens Belgique > Metz	
Sections	km/h
du PR 18+840 au PR 18+400	90

3.1.b – limitations de vitesse aux bretelles de sortie des échangeurs

La règle générale s'applique soit 90 km/h hormis pour des bretelles des échangeurs ci-dessous où des mesures particulières sont prises pour des raisons de trafic et de sécurité :

Échangeur n°905205 de Crusnes			
sens Metz > Belgique		sens Belgique > Metz	
bretelle	km/h	bretelle	km/h
Sortie n°8 Crusnes	Par paliers 90, 70 puis 50	Sortie D521 Crusnes	Par paliers 90, 70 puis 50

Échangeur n°905210 de Bréhain-la-Ville			
sens Metz > Belgique		sens Belgique > Metz	
bretelle	km/h	bretelle	km/h
sortie D27 Bréhain-la-Ville	Par paliers 90 puis 70	sortie D27 Bréhain-la-Ville	Par paliers 90, 70 puis 50

Échangeur n°905215 de Tiercelet			
sens Metz > Belgique		sens Belgique > Metz	
bretelle	km/h	bretelle	km/h
Sortie D125 Tiercelet	Par paliers 90 puis 50	Sortie D125 Tiercelet	Par paliers 90, 70 puis 50

Échangeur n°905220 de Villers-la-Montagne			
sens Metz > Belgique		sens Belgique > Metz	
bretelle	km/h	bretelle	km/h
Sortie D26b Villers la-Montagne	Par paliers 90 puis 70	Sortie D26b Villers-la-Montagne	Par paliers 90 puis 70

Échangeur n°905225 de Haucourt-Moulaine			
sens Metz > Belgique		sens Belgique > Metz	
bretelle	km/h	bretelle	km/h
Sortie D196 Haucourt-Moulaine	Par paliers 90 puis 70	Sortie D196 Haucourt-Moulaine	Par paliers 90 puis 70

Échangeur n°905230 de Mexy			
sens Metz > Belgique		sens Belgique > Metz	
bretelle	km/h	bretelle	km/h
Sortie Longwy Centre	70	Sortie D201 Mexy	50

Échangeur n°905235 de Pulventeux			
sens Metz > Belgique		sens Belgique > Metz	
bretelle	km/h	bretelle	km/h
Sortie D618 Z.I. Pulventeux	70	Sortie D618 Z.I. Pulventeux	70

Échangeur n°905240 de Cosnes-et-Romain			
sens Metz > Belgique		sens Belgique > Metz	
bretelle	km/h	bretelle	km/h
Sortie D43 Cosnes-et-Romain	70	Sortie D43 Cosnes-et-Romain	70

Échangeur n°905245 de Mont-Saint-Martin Centre			
sens Metz > Belgique		sens Belgique > Metz	
bretelle	km/h	bretelle	km/h
Sortie Mont-Saint-Martin	Par paliers 70 puis 50	entrée sur RN52	30

Échangeur n°905250 Mont-Saint-Martin VAL			
sens Metz > Belgique		sens Belgique > Metz	
bretelle	km/h	bretelle	km/h
Sortie D918 Mont saint Martin VAL	Par paliers 70 puis 50	Sortie D918 Mont saint Martin VAL	Par paliers 70 puis 50

Échangeur n°905255 de Longlaville			
sens Metz > Belgique		sens Belgique > Metz	
bretelle	km/h	bretelle	km/h
Sortie Longlaville	Par paliers 70 puis 50	Sortie Longlaville	Par paliers 70, 50 puis 30

### 3.2 – vitesse maximale autorisée sur les routes nationales à une chaussée

En application de l'article R 413-2 du code de la route, la vitesse maximale autorisée sur les routes bidirectionnelles est limitée à 90 km/h. Cette vitesse correspond à des conditions de circulation optimale et chaque conducteur, en application de l'article R413-17 du code de la route, doit adapter sa vitesse en fonction des caractéristiques de la route, de la circulation et des circonstances. Toutefois, pour des raisons de sécurité liées aux caractéristiques de l'infrastructure, la vitesse autorisée est inférieure pour les sections ci-dessous, (sauf mention contraire précisée dans le tableau, la limitation s'applique à toutes les catégories de véhicules) :

Section courante - sens Metz > Belgique	
Sections	km/h
du PR 16+431 au PR 17+640 (viaduc de la Chiers)	70
du PR 21+000 au PR 21+590 (Affaissement Minier)	70
du PR 21+430 au PR 22+750 (pente) (1)	70

(1) Véhicules affectés au transport de marchandise ainsi que les véhicules tractant une caravane ou une remorque de plus de 250 kg et dont le poids total roulant n'excède pas 3,5 tonnes.

Section courante - sens Belgique > Metz	
Sections	km/h
du PR 21+420 au PR 21+000 (Affaissement Minier)	70
du PR 17+556 au PR 16+418	70

**Article 4 :** Circulations et manœuvres interdites

## 4.1 – Sens de circulation :

les bretelles des échangeurs et les voies de circulation dans les carrefours avec des îlots séparant les flux de circulation sont à sens unique. Ces dispositions sont complétées si nécessaire par les signalisations verticale et horizontale de police appropriées.

4.2 – Dépassement : les conditions du dépassement sont définies par le code de la route aux articles R412-18 à 412-20 ; 414-4 à 414-17 et 417-10. Les interdictions de dépassement du fait d'une visibilité insuffisante sont matérialisées par une ligne axiale continue. Toutefois, quand la section interdite au dépassement devient excessivement longue (plus de 1 km) du fait d'une succession de points singuliers, la ligne continue est remplacée par une ligne discontinue de dissuasion de type T3 (intervalle vide de 1,33 mètre entre deux modules peints de 3 mètres). Cette disposition de l'instruction interministérielle de signalisation routière (livre 1, 7ème partie – art 116-A-4) indique que le dépassement de véhicules lents ne demandant que quelques secondes (tracteur agricole, camion très lent ...) peut se faire sans danger dans le respect de l'article R 414-4 du code de la route. Le marquage des chaussées ne dispense pas les usagers de se conformer aux dispositions définies par le code de la route.

Il est interdit de dépasser à tous les véhicules à moteur autres que ceux à deux roues sans side-car selon les modalités décrites dans le tableau ci-dessous :

Sens Metz > Belgique	Sens Belgique > Metz
du PR 14+240 au PR 17+885	du PR 24+000 au PR 22+180
du PR 20+235 au PR 23+900	du PR 18+435 au PR 13+950

## 4.3 – Restriction de circulation sur les sections de routes réservées à la circulation automobile

Sur les sections de routes à 2 x 2 voies suivantes, dans la mesure où il existe des itinéraires de substitution pour la circulation des autres usagers, l'accès est réservé à la circulation automobile, ne sont pas admis à circuler sur la route :

- les animaux,
- les piétons,
- les véhicules sans moteur,
- les véhicules à moteur non soumis à immatriculation,
- les cyclomoteurs,
- les tricycles à moteur dont la puissance n'excède pas 15 kilowatts et dont le poids à vide n'excède pas 550 kilogrammes,
- les quadricycles à moteur,
- les tracteurs et matériels agricoles et matériels de travaux publics.

Section courante	Nature
du PR 14+212 au PR 24+962	Route pour automobiles

En application des articles R 432-2 à R 432-5 et R 432-7 du code de la route, ces interdictions ne s'appliquent pas aux personnes et matériels des administrations publiques, des services de secours, des organismes concessionnaires ou permissionnaires autorisés à occuper le domaine public de la route et des entreprises appelées à y travailler lorsque leur mission nécessite leur présence sur la route.

**Article 5 :** Régime de priorité aux intersections et accès

Entrée sur la route nationale à chaussées séparées et bidirectionnelles : toutes les entrées sur la RN 52 des échangeurs définies à l'article 2 sont réglementées par le régime de priorité du cédez-le-passage vis-à-vis de la section courante.

**Article 6 :** La police de la route sur la RN 52 est assurée par le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et la direction départementale de sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

La gestion du trafic, l'exploitation et l'entretien de la RN 52 sont assurés par la Direction interdépartementale des routes Est, division d'exploitation de Metz.

Les forces de l'ordre et les services de la Direction Interdépartementale des Routes Est pourront prendre toute mesure nécessaire pour assurer la sécurité et l'écoulement du trafic.

**Article 7 :** Abrogations

Les arrêtés n°2006/DDE/007/CDER du 15 mai 2006 et n°2010-Dir Est-DE de Metz n°54-112 du 24 décembre 2010 sont abrogés.

**Article 8 :** Diffusion

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- \* M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle
- \* M. le Directeur interdépartemental des routes Est
- \* M. le Commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- \* M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle dont copie sera adressée à :
  - \* M. le Directeur des archives départementales de Meurthe-et-Moselle
  - \* M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle
  - \* M. le Directeur du service d'aide médicale d'urgence (SAMU) de Meurthe-et-Moselle
  - \* M. le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle
  - \* M. le Directeur départemental des territoires (DDT) de Meurthe-et-Moselle
  - \* M. le Général du commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est

Nancy le 20 juin 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-064 du 29 juillet 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de chaussée sur la RD 913**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;  
 VU le code de justice administrative ;  
 VU le code pénal ;  
 VU le code de procédure pénale ;  
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;  
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;  
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;  
 VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;  
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;  
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 13 mai 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;  
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;  
 VU le dossier d'exploitation en date du 19 juillet 2013 présenté par le district de Nancy ;  
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 23 juillet 2013 ;  
 VU l'information du CRICR ;  
 VU l'avis du district de Nancy en date du 19 juillet 2013 ;  
 CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 57	
POINTS REPERES (PR)	PR 51,800	
SENS	Sens 1 : Nancy-Epinal	
SECTION	2x2 voies	
NATURE DES TRAVAUX	Mise en œuvre des enduits sur RD 913	
PERIODE GLOBALE	30 juillet 2013 De 08h00 à 16h00	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture bretelle Nancy-Vezelise	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

**Article 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et Sens	SYSTEME D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	30 juillet 2013 De 08h00 à 16h00 <i>date prévisionnelle sous conditions des aléas climatiques et techniques</i>	<b>RN57</b> <b>Sens Nancy-Épinal</b> PR 51+800	Fermeture bretelle Nancy - Vézelize	<b>Déviati</b> Les usagers en provenance de Nancy désirant se rendre à Vézelize seront invités à sortir à la bretelle Nancy/Flavigny au niveau l'échangeur de Flavigny pour rejoindre Vézelize par la RD 913.

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 29 juillet 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
L'Adjoint au Chef de la division d'exploitation de Metz,  
Stéphane HEBENSTREIT

## AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

### DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

#### *Etablissements de santé*

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0696 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2013, par la Maternité Régionale de NANCY

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 379 063 € soit :

- 1) 3 339 128 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 2 970 872 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 71 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 32 794 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
  - 330 064 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 5 327 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 11 021 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 7 700 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 21 214 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
  - 21 214 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0697 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2013, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 524 882 € soit :

- 1) 1 487 101 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
1 262 134 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
27 916 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;  
2 394 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;  
193 283 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
1 374 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;  
2) 14 829 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;  
3) 20 786 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;  
4) 2 166 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :  
2 166 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à l'établissement au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0698 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2013, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 695 865 € soit :

- 1) 1 636 958 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
1 466 721 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;  
22 034 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;  
4 138 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;  
140 696 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
3 369 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 32 538 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;  
3) 26 369 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables).

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0699 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2013, par le Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 604 428 € soit :

- 1) 602 485 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
538 703 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
13 046 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;  
50 414 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
322 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;  
2) 1 943 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0700 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2013, par le Centre Hospitalier de BRIEY ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 457 424 € soit :

- 1) 2 380 225 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 2 069 108 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 45 182 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 262 179 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 3 756 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 47 484 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 29 715 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0701 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2013, par le Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON ;

#### AR R E T E

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 121 994 € soit :

121 994 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

121 994 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0702 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2013, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 223 781 € soit :

223 781 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

170 357 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

52 266 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

1 158 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

#### **Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0703 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013**

N° FINESSENTITE JURIDIQUE 540 002 078 - N° FINESSENTABLISSEMENT 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2013, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 28 539 234 € soit :

- 1) 25 237 515 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 22 160 837 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes, 90 915 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 2 897 663 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 2 501 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
  - 71 800 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
  - 13 799 € au titre des forfaits "administration de produits et prestations en environnement hospitalier" (APE)
- Dont 137 519 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques, pour l'année 2012
- 2) 2 160 247 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 1 072 111 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- Dont 140 824 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables), pour l'année 2012
- 4) 69 361 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
  - 46 019 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,
  - 23 342 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0704 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013**  
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2013, par l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 700 804 € soit :

- 1) 3 222 820 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 2 898 418 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 322 070 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 2 332 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 465 370 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 8 244 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 4 370 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
  - 4 370 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

#### **Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0705 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2013, par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 77 285 € soit :

77 285 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

77 285 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0706 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2013, par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 240 995 € soit :

1) 240 583 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

239 284 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

1 299 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 412 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0707 du 16 juillet 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2013**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2013, par le Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 319 522 € soit :

1) 2 077 094 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 877 446 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

8 870 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

190 494 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

284 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 57 508 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 183 697 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 1 223 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

1 223 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

---

#### Cellule habitat-santé

**Arrêté N° 437/2013/ARS/DT54 du 17 mai 2013 portant déclaration d'insalubrité rémissible du logement du rez-de-chaussée de l'immeuble situé 139, rue de la République 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1331-26 à L.1331-30, L.1337-4, R.1331-4 à R.1331-11, R.1416-16 à R.1416-21 ;

VU le code de la construction et de l'habitation notamment les articles L.521-1 à L.521-4 et les articles L.541-2 ;  
VU le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent ;  
VU l'arrêté du 21 juillet 2009 et ses modificatifs, notamment du 6 juillet 2012 relatif à la composition du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de Meurthe-et Moselle ;  
VU la circulaire DGS/DGUHC/SD7C/IUH4 n° 293 du 23 juin 2003 relative à la mise à disposition d'une nouvelle grille d'évaluation de l'état des immeubles susceptibles d'être déclarés insalubres ;  
VU le rapport d'enquête sanitaire des services de l'agence régionale de santé du 6 février 2013 ;  
VU l'avis du 7 mai 2013 du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur la réalité et les causes de l'insalubrité du logement susvisé et sur la possibilité d'y remédier ;  
CONSIDERANT que l'état du logement constitue un danger pour la santé et la sécurité des personnes qui l'occupent (ou sont susceptibles de l'occuper), notamment aux motifs suivants :  
- un degré hygrométrique élevé, occasionnant la prolifération de moisissures, et plusieurs points d'infiltrations et de fuites d'eau, préjudiciables à la santé des occupants ;  
- une installation de chauffage défectueuse et non adaptée à la configuration des lieux ;  
- une installation électrique rudimentaire et peu sécurisée avec risque d'électrocution et d'incendie ;  
- un système de ventilation non fonctionnel n'assurant pas un renouvellement permanent d'air neuf et une évacuation des gaz viciés ;  
- une détérioration des revêtements muraux ;  
- un non respect des règles d'hygiène et de sécurité élémentaires.  
CONSIDERANT que le CODERST est d'avis qu'il est possible de remédier à l'insalubrité du logement ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le logement du rez de chaussée de l'immeuble d'habitation situé 139, rue de la République – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE – référence cadastrale AD 0048 – propriété de la M. LAURINO Michel, demeurant 10, rue Saint Hilaire – 54210 LUPCOURT, est déclaré insalubre remédiable.

**Article 2 :** Afin de remédier à l'insalubrité constatée, il appartiendra au propriétaire mentionné à l'article 1 de réaliser selon les règles de l'art, et dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les mesures ci-après :

- recherche et suppression efficace et durable des sources d'humidité (condensation, infiltrations, fuites) ;
- mise en place d'un système de chauffage efficace et adapté à la configuration des lieux ;
- mise en conformité de l'installation électrique ;
- mise en place d'un système de ventilation assurant un renouvellement permanent d'air neuf ;
- remise en état/remplacement des revêtements intérieurs (murs, sols, plafonds) ;
- renforcement des caractéristiques isolantes des parois ;

ainsi que toutes mesures propres à rendre le logement conforme à la législation sanitaire en vigueur.

**Article 3 :** En cas de travaux susceptibles d'altérer les matériaux et/ou revêtements (ponçage, abattage de cloisons, intervention sur des matériaux amiantés...), les diagnostics amiante et plomb devront être fournis aux entreprises amenées à intervenir dans l'immeuble.

**Article 4 :** Compte tenu de la nature et de l'importance des désordres constatés, le logement susvisé est interdit à l'habitation à titre temporaire, pendant la durée des travaux et au plus tard à compter du 1er juillet 2013 jusqu'à la mainlevée du présent arrêté.

Le logement visé ci-dessus ne peut être ni loué, ni mis à la disposition à quelque usage que ce soit, en application de l'article L. 1331-28-2 du code de la santé publique.

Le propriétaire mentionné à l'article 1 doit, dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté, informer le préfet de l'offre d'hébergement qu'il a faite aux occupants pour se conformer à l'obligation prévue à l'article L.521-3-1 du code de la construction et de l'habitation.

**Article 5 :** La mainlevée du présent arrêté d'insalubrité ne pourra être prononcée qu'après constatation de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites pour la sortie d'insalubrité, par l'autorité compétente.

Le propriétaire mentionné à l'article 1 tient à disposition de l'administration tout justificatif attestant de la réalisation des travaux, dans les règles de l'art.

**Article 6 :** Le propriétaire mentionné à l'article 1 est tenu de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L. 521-1 à L. 521-3 -2 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe au présent arrêté.

Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L. 1337-4 du code de la santé publique ainsi que par les articles L. 521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 ci-dessus ainsi qu'aux occupants du logement concerné.

Il sera également affiché à la mairie de JARVILLE-LA-MALGRANGE ainsi que sur la façade de l'immeuble.

**Article 8 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur général de l'agence régionale de santé, le maire de DOMGERMAIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 9 :** Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques, dont dépend l'immeuble pour chacun des locaux concernés aux frais des propriétaires mentionnés à l'article 1.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Il sera transmis au maire de la commune de JARVILLE-LA-MALGRANGE, au procureur de la république, au directeur départemental des territoires, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement (CAF et MSA), ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

**Article 10 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès de la ministre chargée de la santé (Direction générale de la santé – SD7C – 8, avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY – 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Nancy, le 17 mai 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*L'annexe jointe au présent arrêté est consultable à l'ARS – Délégation Territoriale 54 – Cellule habitat-santé.*

**Arrêté N° 438/2013/ARS/DT54 du 17 mai 2013 portant déclaration d'insalubrité irrémédiable de l'immeuble sis 5, rue des Jardins à ROSIERES-EN-HAYE (54385)**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1331-26 à L.1331-30, L.1337-4, R.1331-4 à R.1331-11, R.1416-16 à R.1416-21 ;  
VU le code de la construction et de l'habitation notamment les articles L.521-1 à L.521-4 et les articles L.541-2 ;

VU l'arrêté du 21 juillet 2009 et ses modificatifs, notamment du 6 juillet 2012 relatif à la composition du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de Meurthe-et Moselle ;  
VU l'arrêté de péril imminent du 7 août 2012 portant sur l'immeuble sis 5, rue des Jardins à ROSIERES-EN-HAYE (54385) ;  
VU l'arrêté préfectoral n°127/2013/ARS/DT54 du 8 février 2013 portant mise en demeure de prendre des mesures propres à faire cesser un danger dans l'immeuble sis 5, rue des Jardins à ROSIERES-EN-HAYE (54385) ;  
VU la circulaire DGS/DGUHC/SD7C/IUH4 n° 293 du 23 juin 2003 relative à la mise à disposition d'une nouvelle grille d'évaluation de l'état des immeubles susceptibles d'être déclarés insalubres ;  
VU les visites sur place des services de l'agence régionale de santé les 18 juillet 2012 et 5 février 2013 ;  
VU les rapports d'enquêtes sanitaires des services de l'agence régionale de santé des 1er août 2012 et 6 février 2013 ;  
VU l'avis du 7 mai 2013 du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur la réalité et les causes de l'insalubrité de l'immeuble susvisé et sur l'impossibilité d'y remédier ;  
CONSIDERANT que l'état de l'immeuble constitue un danger pour la santé et la sécurité des personnes qui l'occupent (ou sont susceptibles de l'occuper), ainsi que pour celle des voisins, notamment aux motifs suivants :  
- clos et couvert non assuré, avec risque avéré d'effondrement,  
- installation de chauffage non adaptée à la configuration des lieux, avec risque d'intoxication au monoxyde de carbone,  
- installation électrique peu sécurisée, avec risque d'électrocution et d'incendie,  
- absence d'eau (chaude et froide) aux points d'usage,  
- équipements sanitaires non fonctionnels et inadaptés à l'état de santé et de dépendance de Mme LEDRU Denise, avec risque de contamination pour les occupants,  
- humidité excessive avec prolifération de moisissures, préjudiciables à la santé des occupants,  
- absence de coin cuisine,  
- détérioration généralisée des revêtements,  
- détérioration des ouvrants ;  
CONSIDERANT que le CODERST est d'avis qu'il est impossible de remédier à l'insalubrité de l'immeuble, compte tenu de l'importance des désordres l'affectant, de la nature et de l'ampleur des travaux nécessaires à la résorption de l'insalubrité.

#### ARRETE

**Article 1er :** L'immeuble situé 5, rue des Jardins – 54385 ROSIERES-EN-HAYE - référence cadastrale AA 99 – propriété de :

- Mme GUILLEMOT Denise veuve LEDRU, demeurant 5, rue des Jardins à ROSIERES-EN-HAYE (54385),
  - Mme LEDRU Andrée épouse BEYLY, demeurant 23, Avenue Charnay Frachet à PERIGUEUX (24000),
  - Mme LEDRU Christiane, demeurant 5, Square Gauguin à ARRAS (62000),
  - Mme LEDRU Françoise, demeurant 21bis, rue Jean Mihe à NANCY (54000),
  - M. LEDRU Thierry, demeurant 5, rue des Jardins à ROSIERES-EN-HAYE (54385),
  - M. LEDRU Patrick, demeurant 15, Chemin Hector Berlioz à VAUX-EN-VELIN (69120),
- ou leurs ayants droit, propriétaires en indivision, est déclaré insalubre irrémédiable.

**Article 2 :** L'immeuble susvisé est, en l'état, interdit définitivement à l'habitation et à toute utilisation, à compter de la date de notification du présent arrêté.

**Article 3 :** Dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les propriétaires ou ses ayants droits, mentionnés à l'article 1, sont tenus d'exécuter les mesures suivantes :

- mettre en sécurité l'immeuble, notamment vis-à-vis des risques d'effondrement et d'incendie ;
- empêcher l'accès et toute utilisation des lieux, notamment par le murage des portes et ouvrants.

A défaut, il y sera pourvu d'office par l'autorité administrative aux frais des propriétaires, ou ses ayants droits mentionnés à l'article 1.

**Article 4 :** Si les propriétaires, ou ses ayants droits, mentionnés à l'article 1, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de rendre l'immeuble salubre, la mainlevée du présent arrêté d'insalubrité pourra être prononcée après constatation par les agents compétents de la sortie d'insalubrité de l'immeuble.

Le propriétaire, ou ses ayants droits, tiennent à disposition de l'administration tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

**Article 5 :** A défaut pour les propriétaires, ou ses ayants droits, de se conformer aux dispositions des articles 2 et 3, il est passible des sanctions prévues à l'article L.1337-4 du code de la santé publique, à savoir « d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 50 000 euros ».

**Article 6 :** Le fait de ne pas respecter cette interdiction d'habiter et le fait de remettre à disposition ces locaux vacants sont punis « d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 100 000 euros », conformément à l'article L.1337-4 du code de la santé publique.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera notifié aux propriétaires, ou ses ayants droits, mentionnés à l'article 1.

Il sera également affiché à la mairie de ROSIERES-EN-HAYE ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Il sera transmis à Monsieur le maire de la commune de ROSIERES-EN-HAYE, à Monsieur le procureur de la république, à Monsieur le directeur départemental des territoires, à l'organisme payeur des aides personnelles au logement, ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

**Article 8 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur général de l'agence régionale de santé, le maire de ROSIERES-EN-HAYE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 9 :** Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble concerné aux frais des propriétaires ou ses ayants droits mentionnés à l'article 1.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

**Article 10 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès de la ministre chargée de la santé (Direction générale de la santé – SD7C – 8, avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY – 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Nancy, le 17 mai 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*L'annexe jointe au présent arrêté est consultable à l'ARS – Délégation Territoriale 54 – Cellule habitat-santé.*

**Arrêté N° 574/2013/ARS/DT54 du 11 juin 2013 portant déclaration d'impropre à l'habitation d'un local situé dans l'immeuble sis 30 bis Avenue de la Garenne à NANCY (54000)**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1331-22 et L.1337-4 ;

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L. 521-1 à L. 521-4 ;

VU le règlement sanitaire départemental du 5 août 1981 ;

VU le rapport de Monsieur Marc MOSSER, agent du service communal d'hygiène et de santé de la ville de NANCY, du 21 mai 2013 ;  
VU les courriers adressés le 29 mai 2013 à :

- Monsieur GRANDIDIER Serge - propriétaire indivis
- Madame GRANDIDIER Marianne - propriétaire indivis
- Monsieur le Directeur de l'Agence LIBERTY HOME - gestionnaire
- Monsieur le Directeur de l'Agence CREPOL IMMOBILIER - syndic

les informant du constat du caractère impropre à l'habitation d'un local occupé par Monsieur FRAYARD Alexis au septième étage de l'immeuble sis 30 bis Avenue de la Garenne à NANCY (54000), effectué par le service communal d'hygiène et de santé de la ville de Nancy ;

CONSIDERANT que l'article L.1331-22 du code de la santé publique dispose que les caves, sous-sols, combles, pièces dépourvues d'ouverture sur l'extérieur et autres locaux par nature impropres à l'habitation ne peuvent être mis à disposition aux fins d'habitation, à titre gratuit ou onéreux ; que le préfet met en demeure la personne qui a mis à disposition les locaux de faire cesser la situation ;

CONSIDERANT que le rapport établi par Monsieur Marc MOSSER, agent du service communal d'hygiène et de santé de la ville de NANCY en date du 21 mai 2013, constate qu'une pièce située au septième étage dans l'immeuble sis 30 bis Avenue de la Garenne à NANCY (54000), qui présente un caractère par nature impropre à l'habitation du fait de sa surface de 5,60 m<sup>2</sup> (calculée selon les dispositions prévues par l'article 40-3 du règlement sanitaire départemental), est mise à disposition aux fins d'habitation par Monsieur GRANDIDIER Serge et Madame GRANDIDIER Marianne - propriétaires indivis, domiciliés à SAULNY (57140) - 7 Rue des Plantières ;

CONSIDERANT qu'il convient donc de mettre en demeure Monsieur GRANDIDIER Serge et Madame GRANDIDIER Marianne de faire cesser cette situation ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Monsieur GRANDIDIER Serge et Madame GRANDIDIER Marianne, domiciliés à SAULNY (57140) - 7 Rue des Plantières, sont mis en demeure de mettre fin à la mise à disposition aux fins d'habitation de la pièce impropre par nature à l'habitation située comme décrit ci-après dans l'immeuble sis 30 bis Avenue de la Garenne à NANCY (54000), au septième étage, porte numéro quatre, dans un délai de deux mois maximum à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2 :** Dès le départ de Monsieur FRAYARD Alexis (occupant) et de son relogement dans les conditions visées à l'article 3 du présent arrêté, les personnes mentionnées à l'article 1 sont tenues d'exécuter tous travaux nécessaires (suppression des installations sanitaires : douche, évier) pour empêcher toute utilisation de la pièce aux fins d'habitation.

A défaut, il y sera pourvu d'office par l'autorité administrative aux frais des personnes mentionnées à l'article 1.

**Article 3 :** Monsieur GRANDIDIER Serge et Madame GRANDIDIER Marianne, sont tenus d'assurer le relogement de l'occupant actuel dans les conditions prévues aux articles L. 521-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe au présent arrêté.

A défaut il y sera pourvu d'office et à leurs frais, dans les conditions prévues aux articles L.521-3-2 et L.521-3-3 du même code. La créance en résultant sera recouvrée comme en matière de contributions directes.

Selon les conditions prévues à l'article L.521-2 du code de la construction et de l'habitation, à compter de l'envoi de la notification du présent arrêté à Monsieur GRANDIDIER Serge et Madame GRANDIDIER Marianne, tout loyer ou toute redevance (y compris les charges) cesse d'être dû par l'occupant, sans préjudice du respect de ses droits au titre de son bail ou contrat d'occupation.

**Article 4 :** Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L. 1337-4 du code de la santé publique ainsi que par les articles L. 521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera notifié à Monsieur GRANDIDIER Serge et Madame GRANDIDIER Marianne, à la Direction de l'Agence LIBERTY HOME, à la Direction de l'Agence CREPOL IMMOBILIER ainsi qu'à l'occupant, à savoir à Monsieur FRAYARD Alexis.

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de NANCY et apposé sur les murs de l'immeuble.

Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques, dont dépend l'immeuble pour chacun des locaux concernés aux frais des propriétaires mentionnés à l'article 1.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département. Le présent arrêté sera transmis à M. le maire de NANCY, au procureur de la république, au directeur départemental des territoires, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement (CAF et MSA), aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département ainsi qu'à la chambre départementale des notaires.

**Article 6 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le préfet de Meurthe et Moselle, soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction générale de la santé - bureau EA2 - 14, avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP). L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY - 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Nancy, le 11 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*L'annexe jointe au présent arrêté est consultable au SCHS de NANCY (service communal d'hygiène et de santé 40 rue Sainte-Catherine - 54000 NANCY).*

## DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

### UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**Décision d'agrément (renouvellement) du 16 juillet 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association CARAÏB NANCY à NANCY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 22 mai 2013 présentée par Monsieur ISSARTIER Yves – Président de l'association CARAÏB NANCY - 1249 avenue Raymond Pinchard – 54000 NANCY ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture Le Meurthe-et-Moselle ;

#### DECIDE

**Article 1er :** L'association CARAÏB NANCY - 1249 avenue Raymond Pinchard – 54000 NANCY

SIRET 508 860 970 000 13 code APE 9499Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément (renouvellement) est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 21 juillet 2013 jusqu'au 20 juillet 2018.

**Article 2 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 16 juillet 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Décision d'agrément (renouvellement) du 24 juillet 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association NOTRE-DAME DU TRUPT à MALZEVILLE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;  
VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;  
VU la demande validée par l'autorité administrative le 15 juillet 2013 présentée par Monsieur Claude FRESSE – Président de l'association NOTRE-DAME DU TRUPT – 42 rue de l'Eglise – 54220 MALZEVILLE ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture Le Meurthe-et-Moselle ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** L'association NOTRE-DAME DU TRUPT - 42 rue de l'Eglise - 54220 MALZEVILLE

SIRET 775 614 753 000 41 code APE 5520Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément (renouvellement) est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 21 juillet 2013 jusqu'au 20 juillet 2018.

**Article 2 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 24 juillet 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Décision d'agrément (renouvellement) du 24 juillet 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association Groupe d'Achat Solidaire des Pays Lorrains à VILLERS-LA-CHEVRE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;  
VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;  
VU la demande validée par l'autorité administrative le 26 juin 2013 présentée par Monsieur Sébastien LEPAGE – Président de l'association Groupe d'Achat Solidaire des Pays Lorrains – 5 rue du 25ème RA – 54870 VILLERS LA CHEVRE ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture Le Meurthe-et-Moselle ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** L'association Groupe d'Achat Solidaire des Pays Lorrains - 5 rue du 25ème RA – 54870 VILLERS-LA-CHEVRE

SIRET 512 848 664 000 11 code APE 9499Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément (renouvellement) est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 21 juillet 2013 jusqu'au 20 juillet 2018.

**Article 2 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 24 juillet 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**POLE C - SERVICE METROLOGIE**

**Décision de retrait de marque N° 13.16.110.002.8 du 16 juillet 2013 concernant la société TRAILOR à LUNEVILLE (54)**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;  
VU l'arrêté du 31 décembre 2001 modifié pris pour application du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 susvisé ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 du 2 mai 2012 du Préfet de Meurthe et Moselle accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;  
VU l'arrêté n° 10/2013 du 22 mars 2013 portant subdélégation de signature en faveur des Chefs de Pôles de la DIRECCTE Lorraine ;  
VU la décision D.MQN-LOR/N° 88-388 du 18 août 1988 du préfet du département de Meurthe-et-Moselle attribuant la marque d'identification T-54 à la société TRAILOR, 13 avenue de la Libération - 54303 LUNEVILLE ;  
VU le jugement du 25/06/2013 prononçant la liquidation judiciaire au cours du redressement judiciaire sans activité à l'encontre la société TRAILOR SARL ;  
SUR proposition de la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** La marque d'identification T-54 attribuée à la SARL TRAILOR, 13 avenue de la Libération - 54303 LUNEVILLE est retirée à compter du 25 juin 2013.

**Article 2 :** La totalité des pinces, poinçons et vignettes portant la marque attribuée par la décision D.MQN-LOR/N° 88-388 du 18 août 1988 doit

être restituée ou la justification de leur destruction doit être apportée à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine.

**Article 3 :** La présente décision peut être déférée au tribunal administratif dans les deux mois à partir de sa notification ou de sa publication.  
Metz, le 16 juillet 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le responsable du pôle concurrence, consommation,  
répression des fraudes et métrologie,  
Christian JEANNOT

---

**Décision de retrait d'agrément N° 13.16.346.001.8 du 16 juillet 2013 concernant la société TRAILOR à LUNEVILLE (54)**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU l'ordonnance n° 45-2405 du 18 octobre 1945 modifiée relative au mesurage du volume des liquides ;  
VU le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;  
VU l'arrêté du 31 décembre 2001 modifié pris pour application du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 susvisé ;  
VU l'arrêté du 8 juillet 2003 relatif au contrôle métrologique des récipients mesures ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 du 2 mai 2012 du Préfet de Meurthe et Moselle accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;  
VU l'arrêté n° 10/2013 du 22 mars 2013 portant subdélégation de signature en faveur des Chefs de Pôles de la DIRECCTE Lorraine ;  
VU la décision D.MQN-LOR/N° 88-388 du 18 août 1988 du préfet du département de Meurthe-et-Moselle attribuant la marque d'identification T-54 à la société TRAILOR, 13 avenue de la Libération - 54303 LUNEVILLE ;  
VU la décision n° 05.16.346.001.1 du 29 décembre 2005 prononçant l'agrément de la société TRAILOR, dont le siège est 13 avenue de la Libération - BP 66 - 54303 LUNEVILLE cedex, pour effectuer la vérification périodique des camions-citernes et des conteneurs -citernes, renouvelée et modifiée par la décision n° 09.16.346.001.1 du 16 décembre 2009 ;  
VU le jugement du 25/06/2013 prononçant la liquidation judiciaire au cours du redressement judiciaire sans activité à l'encontre la société TRAILOR SARL ;  
SUR proposition de la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** L'agrément délivré à la société TRAILOR par décision n° 05.16.346.001.1 du 29 décembre 2005 renouvelée est retiré à compter du 25 juin 2013.

**Article 2 :** La présente décision peut être déférée au tribunal administratif dans les deux mois à partir de sa notification ou de sa publication.  
Metz, le 16 juillet 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le responsable du pôle concurrence, consommation,  
répression des fraudes et métrologie,  
Christian JEANNOT

---

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT  
ET DU LOGEMENT DE LORRAINE**

**PREVENTION DES RISQUES**

**Arrêté du 21 juin 2013 portant approbation du projet de renforcement du poste 63 / 20 kV de QUEVILLONCOURT**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'énergie,  
VU le décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques,  
VU l'arrêté du 23 avril 2012 portant application de l'article 26 du décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011,  
VU le dossier déposé le 28 août 2012 par ERDF Lorraine (AIRL) pour faire approuver son projet,  
VU la délégation de signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle du 1er juin 2012,  
VU la subdélégation de signature de Mme la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement du 15 mars 2013,  
VU les résultats de la consultation lancée par ERDF le 28 août 2012 en application de l'article 3 du décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 :

- District aéronautique de Lorraine :
  - \* Région militaire de défense Nord-Est : réponse du 31/08/2012
  - \* France telecom : réponse du 28/08/2012
- GrDF Lorraine Sud :
  - \* M. le Président du conseil Général : réponse du 10/09/2012
- Direction Départementale des Territoires : réponse du 28/09/2012
- Service territorial de l'architecture et du patrimoine :
- GRT gaz : réponse du 04/09/2012
- Préfecture de Meurthe-et-Moselle : réponse du 18/09/2012
- Mairie de QUEVILLONCOURT :
- RTE EDF Transport SA :

VU le dossier de demande d'approbation du projet déposé par ERDF Lorraine (AIRL) le 16/05/2013,

CONSIDERANT qu'en l'absence de réponse dans le délai imparti, les avis sollicités sont réputés donnés :

**A R R E T E**

**Article 1er :** Le projet de ERDF Lorraine (AIRL) est approuvé, conformément au dossier susvisé, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera affiché dans la mairie de Quevilloncourt.

**Article 3 :** M. Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine et Mme le maire de la commune de Quevilloncourt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ;

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

La copie conforme de la présente autorisation sera adressée à ERDF Lorraine (AIRL) et sa copie à :

- Mme le maire de Quevilloncourt ;  
- M. le préfet de Meurthe-et-Moselle.  
Metz, le 21 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la directrice et par délégation,  
Le chef du service prévention des risques,  
Thomas AILLERET

#### Arrêté du 26 juin 2013 portant approbation du projet de renforcement du poste 63 / 20 kV de VANDIERES

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'énergie,

VU le décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques,

VU le dossier de consultation sur le projet déposé le 11 janvier 2013 par ERDF Lorraine,

VU la délégation de signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle du 1 juin 2012,

Vu la subdélégation de signature de Mme la directrice régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Lorraine du 15 mars 2013,

VU les résultats de la consultation lancée par ERDF le 11 janvier 2013 :

- Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE : réponse du 23/01/2013  
- Conseil Général : réponse du 22/01/2013  
- Mairie de VANDIERES : réponse du 12/02/2013  
- Région militaire de défense Nord-Est : réponse du 11/01/2013  
- ARS 54 : réponse du 22/01/2013  
- District aéronautique de Lorraine :  
- Direction Départementale des Territoires : réponse du 12/02/2013  
- Service départemental de l'architecture et du patrimoine : réponse du 11/02/2013  
- GRT gaz : réponse du 17/01/2013  
- RTE GET Lorraine : réponse du 21/01/2013  
- France télécom : réponse du 18/01/2013  
- GrDF - Gaz réseau Distribution France :

VU le dossier de demande d'approbation du projet déposé par ERDF Lorraine le 26 juin 2013 et notamment son engagement de répondre favorablement aux demandes recueillies au cours de la consultation ;

CONSIDERANT qu'en l'absence de réponse dans le délai imparti, les avis sollicités sont réputés donnés,

#### ARRETE

**Article 1er :** Le projet de ERDF Lorraine est approuvé, conformément au dossier susvisé, à charge pour elle de se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera affiché à la mairie de Vandières.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine et M. le maire de la commune de Vandières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ;  
- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

La copie conforme de la présente autorisation sera adressée à ERDF Lorraine et sa copie à :

- M. le maire de Vandières ;  
- M. Le préfet de Meurthe-et-Moselle.  
Metz, le 26 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la directrice et par délégation,  
Le chef du service prévention des risques,  
Thomas AILLERET

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

### CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE NANCY CHU

#### Procuration du 9 juillet 2013 sous seing privé et délégation de signature à Madame Sophie SEYVE, Inspectrice des Finances Publiques

Le soussigné M. VOLLMAR Dominique, Comptable du Centre des Finances Publiques de Nancy Centre Hospitalier Universitaire,

#### DECLARE

Constituer pour son mandataire spécial et général Mme Sophie SEYVE, Inspectrice des Finances Publiques.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le centre des finances publiques de Nancy CHU, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la DDFIP les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération

Lui donner délégation pour effectuer les déclarations de créances et d'agir en Justice (art 16 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable).

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du Centre des finances publiques du CHU, entendant ainsi transmettre à Mme Sophie SEYVE tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle le puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

Sophie SEYVE

Inspectrice des Finances Publiques

Nancy, le 9 juillet 2013

Signature du mandant

Dominique VOLLMAR

Comptable

---

**Procuration du 9 juillet 2013 sous seing privé et délégation de signature à Monsieur Pascal LINHART, Inspecteur Divisionnaire**

Le soussigné M. VOLLMAR Dominique, Comptable du Centre des Finances Publiques de Nancy Centre Hospitalier Universitaire,

**DECLARE**

Constituer pour son mandataire spécial et général M. Pascal LINHART, Inspecteur Divisionnaire.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le centre des finances publiques de Nancy CHU, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la DDFIP les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

Lui donner délégation pour effectuer les déclarations de créances et d'agir en Justice (art 16 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable).

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du Centre des finances publiques du CHU, entendant ainsi transmettre à M. Pascal LINHART tous les pouvoirs suffisants pour qu'il le puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

Pascal LINHART

Inspecteur Divisionnaire

Nancy, le 9 juillet 2013

Signature du mandant

Dominique VOLLMAR

Comptable

---

**Procuration du 16 juillet 2013 sous seing privé et délégation de signature à Monsieur Patrick KAUPP, Contrôleur des Finances Publiques**

Le soussigné M. VOLLMAR Dominique, Comptable du Centre des Finances Publiques de Nancy Centre Hospitalier Universitaire,

**DECLARE**

Constituer pour son mandataire spécial et général Monsieur KAUPP Patrick, Contrôleur des Finances Publiques.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le centre des finances publiques de Nancy CHU, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la DDFIP les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

Lui donner délégation pour effectuer les déclarations de créances et d'agir en Justice (art 16 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable).

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du Centre des finances publiques du CHU, entendant ainsi transmettre à Monsieur KAUPP Patrick tous les pouvoirs suffisants pour qu'il le puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

Patrick KAUPP

Contrôleur des Finances Publiques

Nancy, le 16 juillet 2013

Signature du mandant

Dominique VOLLMAR

Comptable

---

**SIE DE NANCY SUD EST**

**Délégation de signature du 1er juillet 2013 en matière de contentieux et de gracieux fiscal responsable de service des impôts des entreprises de Nancy Sud Est**

Le Comptable, Michel RIBAGNAC, responsable du service des impôts des entreprises de NANCY SUD-EST,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

VU le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

**ARRETE**

**Article 1er :** En l'absence du comptable, délégation de signature est donnée à M. Jérôme MURIC, Inspecteur, adjoint au responsable du service des impôts des entreprises de NANCY SUD EST, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;

3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;

4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;

- 5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;  
 6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;  
 7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,  
 a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 60 000 € ;  
 b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;  
 c) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;  
 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;  
 3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;  
 4°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;  
 5°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;  
 aux agents désignés ci-après :

1) Contentieux et gracieux d'assiette

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions contentieuses Assiette	Limite des décisions gracieuses Assiette	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
MURIC Jérôme	Inspecteur	15 000 €	15 000 €	6 mois	15 000 €
BLANCHET Florence	Contrôleur	10 000 €	10 000 €	6 mois	10 000 €
CEZARD-					
MALBRUNOT Françoise	Contrôleur principal	10 000 €	10 000 €	6 mois	10 000 €
FABRY Muriel	Contrôleur	10 000 €	10 000 €	6 mois	10 000 €
HEMLINGER Martine	Contrôleur principal	10 000 €	10 000 €	6 mois	10 000 €
LABOUREUR Annie	Contrôleur	10 000 €	10 000 €	6 mois	10 000 €
LECOMPTE Alexandre	Contrôleur	10 000 €	10 000 €	6 mois	10 000 €
LEONARD Michèle	Contrôleur	10 000 €	10 000 €	6 mois	10 000 €
MANNEVILLE Bernadette	Contrôleur principal	10 000 €	10 000 €	6 mois	10 000 €
PHILIPPOT Marie Jeanne	Contrôleur principal	10 000 €	10 000 €	6 mois	10 000 €
QUIQUERET Valérie	Contrôleur principal	10 000 €	10 000 €	6 mois	10 000 €
ROMAIN Joëlle	Contrôleur	10 000 €	10 000 €	6 mois	10 000 €
SAUCE Blandine	Contrôleur principal	10 000 €	10 000 €	6 mois	10 000 €
TONDRIAUX Janine	Contrôleur	10 000 €	10 000 €	6 mois	10 000 €

2) Gracieux du recouvrement

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions gracieuses recouvrement
MURIC Jérôme	Inspecteur	15 000 €
BLANCHET Florence	Contrôleur	10 000 €
CEZARD-		
MALBRUNOT Françoise	Contrôleur principal	10 000 €
FABRY Muriel	Contrôleur	10 000 €
HEMLINGER Martine	Contrôleur principal	10 000 €
LABOUREUR Annie	Contrôleur	10 000 €
LECOMPTE Alexandre	Contrôleur	10 000 €
LEONARD Michèle	Contrôleur principal	10 000 €
MANNEVILLE Bernadette	Contrôleur principal	10 000 €
PHILIPPOT Marie Jeanne	Contrôleur principal	10 000 €
QUIQUERET Valérie	Contrôleur	10 000 €
ROMAIN Joëlle	Contrôleur principal	10 000 €
SAUCE Blandine	Contrôleur	10 000 €
TONDRIAUX Janine		

**Article 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle

Nancy, le 1er juillet 2013

Le Comptable,  
 responsable de service des impôts des entreprises de Nancy Sud-Est,  
 Michel RIBAGNAC

## SIE DE NANCY NORD EST

### Délégation de signature du 1er juillet 2013 en matière de contentieux et de gracieux fiscal

Le Comptable, François THIL, responsable du service des impôts des entreprises de NANCY NORD EST,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

VU le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

### ARRETE

**Article 1er :** Délégation de signature est donnée à M. SZAJNERMAN Gérard, Inspecteur des Finances Publiques, adjoint au responsable du service des impôts des entreprises de NANCY NORD EST, à l'effet de signer :

- 1°) en l'absence du comptable, responsable du service des impôts des entreprises de NANCY NORD EST : matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;
- 2°) en l'absence du comptable, responsable du service des impôts des entreprises de NANCY NORD EST : en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;
- 3°) en l'absence du comptable, responsable du service des impôts des entreprises de NANCY NORD EST : les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;
- 4°) en l'absence du comptable, responsable du service des impôts des entreprises de NANCY NORD EST : les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;
- 5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;
- 7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
- a) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
- b) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

- 1°) dans la limite de 15 000 €, aux inspecteurs des finances publiques désignés ci-après :

SZAJNERMAN Gérard		
-------------------	--	--

- 2°) dans la limite de 10 000 €, aux contrôleurs des finances publiques désignés ci-après :

BLONDEL Brigitte	CANTE Nicole	LOUDARD Martine
RENAUD Régine	ROTH Denise	TALLOTTE Danielle
THOMAS Marie-Agnès	VERGNES Danielle	

**Article 3 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) les décisions gracieuses relatives aux pénalités et aux frais de poursuites et portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
- 3°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
- 4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;
- aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
SZAJNERMAN Gérard	Inspecteur	10 000	8 mois	30 000
BLONDEL Brigitte	Contrôleur	2 000	6 mois	15 000
CANTE Nicole	Contrôleur Principal	2 000	6 mois	15 000
LOUDARD Martine	Contrôleur Principale	2 000	6 mois	15 000
RENAUD Régine	Contrôleur Principale	2 000	6 mois	15 000
ROTH Denise	Contrôleur	2 000	6 mois	15 000
TALLOTTE Daniel	Contrôleur	2 000	6 mois	15 000
THOMAS Marie-Agnès	Contrôleur Principale	2 000	6 mois	15 000
VERGNES Danielle	Contrôleur Principale	2 000	6 mois	15 000

**Article 4 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer à - CORDEIRO Christophe – Contrôleur.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 1er juillet 2013

Le Comptable,  
responsable de service des impôts des entreprises de Nancy Nord Est,  
François THIL

## SIP DE NANCY NORD EST

### Arrêté du 1er juillet 2013 portant délégation de signature

Le Comptable, Eliane Granié, responsable du service des impôts des particuliers de Nancy Nord Est,

- VU le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;
- VU le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L. 257 A et R\* 247-4 et suivants ;
- VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;
- VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Délégation de signature est donnée à Madame Pascale COSTE, et Messieurs Jean Emmanuel HILS et Dominique ROBERT, Inspecteurs des finances publiques, adjoints au responsable du service des impôts des particuliers de Nancy Nord Est, à l'effet de signer :

- 1°) dans la limite de 60 000 €, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;
- 3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;
- 4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
- a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement ;
- b) les avis de mise en recouvrement ;
- c) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
- d) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale,

d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

1°) dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

Christine AMBLARD	Gilles COLSON	François DRIOUT
Florence BAGLIOTTO	Maryse FARAUS	Catherine VUILLEMEY
Christophe BARRURIER		Patrice ENSMINGER

3°) dans la limite de 2 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

Yann BLAIN	Didier CUNAT	Murielle PALLAGROSI
Claude SAVINEL	Valérie AUBERT	Nathalie KINTZ
Bertrand RICHARD	Delphine RICHARD	Nicolas JACQUET
Marie Odile BOTROS YOUSSEF		

**Article 3 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) les avis de mise en recouvrement ;

4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
Claudine NOËL	Contrôleur	300 €	6 mois	3.000 €
Joelle CORSO	Contrôleur	300 €	6 mois	3.000 €
Peggy VERHEE	Agent	300 €	6 mois	3.000 €

**Article 4 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ; aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
Dominique ROBERT	Inspecteur	15.000 €	15.000 €	6 mois	3.000 €
Jean-Emmanuel HILS	Inspecteur	15.000 €	15.000 €	6 mois	3.000 €
Pascale COSTE	Inspecteur	15.000 €	15.000€	6 mois	3.000 €
François DRIOUT	Contrôleur Principal	10.000 €	10.000 €	6 mois	3.000 €
Christophe BARRURIER	Contrôleur	10.000 €	10.000 €	6 mois	3.000 €
Patrice ENSMINGER	Contrôleur	10.000 €	10.000 €	6 mois	3.000 €
Maryse FARAUS	Contrôleur	10.000 €	10.000 €	6 mois	3.000 €
Christine AMBLARD	Contrôleur	10.000 €			
Florence BAGLIOTTO	Contrôleur	10.000 €			
Gilles COLSON	Contrôleur	10.000 €			
Catherine VUILLEMEY	Agent	2.000 €			
Yann BLAIN	Agent	2.000 €			
Claude SAVINEL	Agent	2.000 €			
Bertrand RICHARD	Agent	2.000€			
Marie-Odile BOTROS YOUSSEF	Agent	2.000 €			
Didier CUNAT	Agent	2.000 €			
Valérie AUBERT	Agent	2.000 €			
Delphine RICHARD	Agent	2.000 €			
Murielle PALLAGROSI	Agent	2.000€			
Nathalie KINTZ	Agent	2.000 €			
Nicolas JACQUET	Agent	2.000 €			
Claudine NOËL	Contrôleur		300 €	6 mois	3.000 €
Joelle CORSO	Contrôleur		300 €	6 mois	3.000 €
Peggy VERHEE	Agent		300 €	6 mois	3.000 €

Les agents délégataires ci-dessus désignés peuvent prendre des décisions à l'égard des contribuables relevant de l'ensemble des services suivants : SIP de Nancy Nord-Ouest, SIP de Nancy Sud-Est.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 1er juillet 2013

Le Comptable,  
responsable de service des impôts des particuliers,  
Éliane GRANIE

## SIE DE VANDOEUVRE

**Arrêté de délégation de signature du 1er juillet 2013 en matière de contentieux et de gracieux fiscal responsable de service des impôts des entreprises de VANDOEUVRE**

Le Comptable, Denis DELARUE, responsable du service des impôts des entreprises de VANDOEUVRE

VU le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

VU le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;  
 VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;  
 VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;  
 VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

**ARRETE**

**Article 1er :** En l'absence du comptable, délégation de signature est donnée à M. Patrick PERRIN, Inspecteur, adjoint au responsable du service des impôts des entreprises de VANDOEUVRE, à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;
  - 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;
  - 3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;
  - 4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;
  - 5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;
  - 6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
  - 7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
- a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 60 000 € ;
- b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
- c) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
  - 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
  - 3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
  - 4°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
  - 5°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;
- aux agents désignés ci-après :

1) Contentieux et gracieux d' assiette

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions contentieuses Assiette	Limite des décisions gracieuses Assiette	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
PERRIN Patrick	Inspecteur	15 000 €	10 000 €	6 mois	20 000 euros
PERRIN Marie-Hélène	Contrôleur Principal	10 000 €	8 000 €	6 mois	8 000 euros
FIXARD Nicole	Contrôleur Principal	10 000 €	8 000 €	6 mois	8 000 euros
HECHON Nicole	Contrôleur Principal	10 000 €	8 000 €	6 mois	8 000 euros
KUNEGEL Annie	Contrôleur Principal	10 000 €	8 000 €	6 mois	8 000 euros
LIMMACHER Gilles	Contrôleur Principal	10 000 €	8 000 €	6 mois	8 000 euros
ARLIGUY Alexandra	Contrôleur	10 000 €	8 000 €	6 mois	8 000 euros
FULLENWARTH Laurence	Contrôleur	10 000 €	8 000 €	6 mois	8 000 euros

2) Gracieux du recouvrement

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions gracieuses recouvrement
PERRIN Patrick	Inspecteur	10 000 €
PERRIN Marie-Hélène	Contrôleur Principal	2 000 €
FIXARD Nicole	Contrôleur Principal	2 000 €
KUNEGEL Annie	Contrôleur	2 000 €
HECHON Nicole	Contrôleur Principal	2 000 €
LIMMACHER Gilles	Contrôleur	2 000 €
ARLIGUY Alexandra	Contrôleur	2 000 €
FULLENWARTH Laurence	Contrôleur	2 000 €

**Article 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er juillet 2013

Le Comptable,  
 responsable de service des impôts des entreprises de Vandoeuvre-lès-Nancy,  
 Denis DELARUE

**SIE DE NANCY OUEST**

**Arrêté de délégation de signature du 1er juillet 2013 en matière de contentieux et de gracieux fiscal responsable de service des impôts des entreprises de Nancy Ouest**

Le Comptable, Gérard KIRSCH, responsable du service des impôts des entreprises de NANCY NORD-OUEST,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;  
 VU le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;  
 VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;  
 VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;  
 VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

**ARRETE**

**Article 1er :** En l'absence du comptable, délégation de signature est donnée à Mme Renée THIL, INSPECTEUR, adjoint au responsable du service des impôts des entreprises de NANCY NORD OUEST, à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;  
 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;  
 3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;  
 4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;  
 5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;  
 6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;  
 7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,  
 a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 60 000 € ;  
 b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;  
 c) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;  
 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;  
 3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;  
 4°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;  
 5°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;  
 aux agents désignés ci-après :  
 1) Contentieux et gracieux d'assiette

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions contentieuses Assiette	Limite des décisions gracieuses Assiette	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
THIL Renée	Inspecteur	15 000 €	10 000 €	6 mois	20 000 euros

2) Gracieux du recouvrement

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions gracieuses recouvrement
THIL Renée	Inspecteur	10 000 €
BERGER Denis	Contrôleur Principal	2 000 €
ETIENNE Christel	Contrôleur Principal	2 000 €
HIEBEL Audrey	Contrôleur	2 000 €
LEGRAND Eddy	Contrôleur Principal	2 000 €
NEUTRE Sandra	Contrôleur	2 000 €
STRAZEWSKI Nadine	Contrôleur	2 000 €
SUBLON Alexandrine	Contrôleur	2 000 €
VIRIOT Muriel	Contrôleur Principal	2 000 €

**Article 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.  
 Nancy, le 1er juillet 2013

Le Comptable,  
 responsable de service des impôts des entreprises de Nancy Nord-Ouest,  
 Gérard KIRSCH

## SIP DE NANCY NORD OUEST

### Arrêté du 1er juillet 2013 portant délégation de signature

Le Comptable, responsable du service des impôts des particuliers de NANCY NORD OUEST,

- VU le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;  
 VU le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L. 257 A et R\* 247-4 et suivants ;  
 VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;  
 VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;  
 VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Délégation de signature est donnée à Madame Isabelle WIRBEL, adjointe au responsable du service des impôts des particuliers de NANCY NORD OUEST, à l'effet de signer :

- 1°) dans la limite de 60 000 €, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ;  
 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;  
 3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;  
 4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,  
 a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 6 mois et porter sur une somme supérieure à 3 000 € ;  
 b) les avis de mise en recouvrement ;  
 c) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;  
 d) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée à Madame Raymonde GALLAIS-TISSERANT, Contrôleur Principal, à l'effet de signer, au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

- a) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite de 300 € ;

- b) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 6 mois et porter sur une somme supérieure à 3 000 € ;
- c) les avis de mise en recouvrement ;
- d) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
- e) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 3 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

1°) dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

Anne-Marie GENIN	Evelyne HUG	Danielle MATHIS
Isabelle HAMEN	Gérard LOUIS	

3°) dans la limite de 2 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

Frédérique ALBERT	Josette LONGIS	Dominique VOIGNIER
Catherine COLAS	Stéphanie MUNIER	Véronique VOIRIOT
Laurent COPPI	Sylvie SAINTOT	
Charline LAROSE	Typhaine SCHOPFER	

**Article 4 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
- 3°) les avis de mise en recouvrement ;
- 4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ;
- aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
Christophe BOUSREZ	Contrôleur Principal	300,00 €	6 mois	3 000,00 €
Françoise ALBANESE	Agent Administratif	300,00 €	6 mois	3 000,00 €
Damien GALLAIS	Agent Administratif	300,00 €	6 mois	3 000,00 €

**Article 5 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
- aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
Isabelle WIRBEL	Inspecteur	15 000,00 €	300,00 €	6 mois	3 000,00 €
Christophe BOUSREZ	Contrôleur Principal		300,00 €	6 mois	3 000,00 €
Anne-Marie GENIN	Contrôleur Principal	10 000,00 €			
Isabelle HAMEN	Contrôleur Principal	10 000,00 €			
Evelyne HUG	Contrôleur Principal	10 000,00 €			
Gérard LOUIS	Contrôleur Principal	10 000,00 €			
Danielle MATHIS	Contrôleur Principal	10 000,00 €			
Frédérique ALBERT	Agent Administratif	2 000,00 €			
Catherine COLAS	Agent Administratif	2 000,00 €			
Laurent COPPI	Agent Administratif	2 000,00 €			
Charline LAROSE	Agent Administratif	2 000,00 €			
Josette LONGIS	Agent Administratif	2 000,00 €			
Stéphanie MUNIER	Agent Administratif	2 000,00 €			
Sylvie SAINTOT	Agent Administratif	2 000,00 €			
Typhaine SCHOPFER	Agent Administratif	2 000,00 €			
Dominique VOIGNIER	Agent Administratif	2 000,00 €			
Véronique VOIRIOT	Agent Administratif	2 000,00 €			

Les agents délégataires ci-dessus désignés peuvent prendre des décisions à l'égard des contribuables relevant de l'ensemble des services suivants : SIP de NANCY Nord-Est, et SIP de NANCY Sud-Est.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de MEURTHE et MOSELLE.

Nancy, le 1er juillet 2013

Le Comptable,  
responsable de service des impôts des particuliers,  
J. Pierre ROUILLON

## SIP DE NANCY SUD EST

### Arrêté du 1er juillet 2013 portant délégation de signature

Le Comptable, responsable du service des impôts des particuliers de NANCY SUD EST,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

VU le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L. 257 A et R\* 247-4 et suivants ;

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;  
 VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Délégation de signature est donnée à Madame Carine POQUET et Madame Claire BERTRAND, adjoints au responsable du service des impôts des particuliers de NANCY SUD EST, à l'effet de signer :

- 1°) dans la limite de 60 000 €, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;
- 3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;
- 4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
  - a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 6 mois et porter sur une somme supérieure à 3 000 € ;
  - b) les avis de mise en recouvrement ;
  - c) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
  - d) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2** : Délégation de signature est donnée à Madame Marie Thérèse MUNIER, Contrôleur, à l'effet de signer, au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

- a) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite de 300€ ;
- b) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 6 mois et porter sur une somme supérieure à 3 000 € ;
- c) les avis de mise en recouvrement ;
- d) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
- e) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 3** : Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

- 1°) dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

Isabelle APTEL	Agnès BAVEREZ
Élisabeth GUEUDIN	Delphine THOMAS

- 3°) dans la limite de 2 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

Fabien BOUL	David DISTRIBUE	Sophie KAROTSCH
Sandrine LUNG	Gérome LOUIS	Sophie MEUNIER
Sylvie PANOT		

**Article 4** : Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
  - 2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
  - 3°) les avis de mise en recouvrement ;
  - 4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ;
- aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
Muriel HUMBERT	Contrôleur Principal	300,00 €	6 mois	3 000,00 €
Irène PIERINI	Contrôleur	300,00 €	6 mois	3 000,00 €

**Article 5** : Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ; aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
Carine POQUET	Inspecteur	15 000,00 €		6 mois	3 000,00 €
Claire BERTRAND	Inspecteur	15 000,00 €		6 mois	3 000,00 €
Agnès BAVEREZ	Contrôleur Principal	10 000,00 €			
Élisabeth GUEUDIN	Contrôleur	10 000,00 €			
Isabelle APTEL	Contrôleur Principal	10 000,00 €			
Delphine THOMAS	Contrôleur Principal	10 000,00 €			
Muriel HUMBERT	Contrôleur Principal		300,00 €	6 mois	3 000,00 €
Marie Thérèse MUNIER	Contrôleur		300,00 €	6 mois	3 000,00 €
Irène PIERINI	Contrôleur		300,00 €	6 mois	3 000,00 €
Fabien BOUL	agent	2 000,00 €			
David DISTRIBUE	agent	2 000,00 €			
Sophie KAROTSCH	agent	2 000,00 €			
Sandrine LUNG	agent	2 000,00 €			
Gerome LOUIS	agent	2 000,00 €			
Sylvie PANOT	agent	2 000,00 €			
Sophie MEUNIER	agent	2 000,00 €			

Les agents délégataires ci-dessus désignés peuvent prendre des décisions à l'égard des contribuables relevant de l'ensemble des services suivants : SIP de NANCY Nord-Ouest, SIP de NANCY Nord-Est.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de MEURTHE et MOSELLE.

Nancy, le 1er juillet 2013

Le Comptable,  
responsable de service des impôts des particuliers de Nancy Sud Est,  
Véronique BERNIER

## SIP-SIE DE PONT A MOUSSON

### Arrêté du 1er juillet 2013 portant délégation de signature

Le Comptable, responsable du Service des Impôts des Particuliers et des Entreprises de PONT A MOUSSON,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;  
VU le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 257 A, L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;  
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;  
VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;  
VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Délégation de signature est donnée à Madame Pascale KLEPACZ, Inspecteur, adjointe au responsable du SIP-SIE de PONT A MOUSSON, à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;
- 3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;
- 4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;
- 5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;
- 6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
- 7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
  - a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 20 000 € ;
  - b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
  - c) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

- 1°) dans la limite de 15 000€ aux inspecteurs des finances publiques désignés ci-après :

KLEPACZ Pascale

- 2°) dans la limite de 10 000€ aux contrôleurs des finances publiques désignés ci-après :

ANSELMI Michelle

MUNIER Valérie

COLSON Brigitte

WALDT Catherine

ETIENNE Noëlle

WALDT Patrice

- 3°) dans la limite de 2 000€ aux agents des finances publiques désignés ci-après :

DUBOIS Marie-Laure

SCHILD Evelyne

CHARRUE Martine

SIMONIN Gilles

GALILEE Hélène

THOMY Nicole

NORDIO Marie-Laure

TROMBOWSKY Josiane

**Article 3 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) les décisions gracieuses relatives aux pénalités et frais de poursuite, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
- 3°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
- 4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
KLEPACZ Pascale	Inspecteur	15 000 €	6 mois	10 000 €
ANSELMI Michelle	Contrôleur	5 000 €	6 mois	5 000 €
CHAMVOUX Edith	Contrôleur	5 000 €	6 mois	5 000 €
DEROUET Marie-Christine	Contrôleur	5 000 €	6 mois	5 000 €
ETIENNE Noëlle	Contrôleur	5 000 €	6 mois	5 000 €
WALDT Catherine	Contrôleur	5 000 €	6 mois	5 000 €
BAUSSET Lionel	Agent	2 000 €	6 mois	2 000 €

**Article 4 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratif du département de Meurthe et Moselle.

Pont à Mousson, le 1er juillet 2013

Le Comptable,  
responsable du SIP-SIE de Pont à Mousson,  
Marie-Pierre ROUILLON

## SIP DE VANDOEUVRE

### Arrêté du 1er juillet 2013 portant délégation de signature

Le Comptable, Claire STREBLER, responsable du service des impôts des particuliers de Vandoeuvre,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

VU le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L. 257 A et R\* 247-4 et suivants ;  
 VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;  
 VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;  
 VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

**ARRÊTE**

**Article 1er :** Délégation de signature est donnée à Mme MARSAN Véronique, contrôleur principal, adjoint au responsable du service des impôts des particuliers de Vandoeuvre, à l'effet de signer :

- 1°) dans la limite de 60 000 €, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ;
  - 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;
  - 3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;
  - 4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
- a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 3 mois et porter sur une somme supérieure à 2000 € ;
- b) les avis de mise en recouvrement ;
- c) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
- d) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 1er bis :** Délégation de signature est donnée à M. THIRIET Jean-Marie, contrôleur principal, à l'effet de signer les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant.

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

- 2°) dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

REVOL Delphine	THIRIET Jean-Marie	POUYET Sarah
----------------	--------------------	--------------

- 3°) dans la limite de 2 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

BADET Brigitte	DEGOUTIN Béatrice	FONTAINE Christophe
HEILI Sylvette	HEIMROTH Monique	NICOT Corinne
AYMONIN Pascal	VILLEMIN Sylvie	ZANIN Chantal

**Article 3 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
  - 2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
  - 3°) les avis de mise en recouvrement ;
  - 4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ;
- aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
DURAND Régine	Contrôleur principal	500 €	10 mois	5 000 €
STRABACH Françoise	Contrôleur	500 €	10 mois	5 000 €
PETILLOT Viviane	Contrôleur	500 €	10 mois	5 000 €
PROCUREUR Laurence	Agent d'administration principal	200 €	10 mois	5 000 €

**Article 4 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
  - 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
  - 3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
- aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
POUYET Sarah	Contrôleur	10 000 €	10 000 €	3 mois	2 000 €
PHILIPPE Michèle	Agent d'administration principal	2 000 €	2 000 €	3 mois	2 000 €
BENEDDINE Kamel	Agent d'administration principal	2 000 €	2 000 €	3 mois	2 000 €

**Article 5 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Vandoeuvre, le 1er juillet 2013

Le Comptable,  
 responsable de service des impôts des particuliers,  
 Claire STREBLER

**SIP-SIE DE TOUL****Arrêté du 1er juillet 2013 portant délégation de signature**

Le Comptable, responsable du service des impôts des entreprises et des particuliers de Toul,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;  
 VU le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L. 247 A et R\* 247-4 et suivants ;  
 VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;  
 VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

### ARRETE

**Article 1er :** En l'absence du comptable, délégation de signature est donnée à Mme GUEGANO Nathalie, inspecteur, adjointe au responsable du service des impôts des entreprises et des particuliers de Toul, à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;
  - 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;
  - 3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;
  - 4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;
  - 5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;
  - 6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
  - 7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
- a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 20 000 € ;
  - b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
  - c) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

1°) dans la limite de 15 000€, aux inspecteurs des finances publiques désignés ci après :

GUEGANO Nathalie

2°) dans la limite de 10 000€, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci après :

ADRAYNI Anne	GIROT Christian	BONTEMPS Roselyne
GRANDGIRARD Rose Marie	BUIL Francine	PANO Séverine
CABALLERO Nicole	RICHARD Rachel	CUINAT Danièle
SCHMITT Bernadette		

3°) dans la limite de 2 000€, aux agents de finances publiques de catégorie C désignés ci après :

COQ Myriam	SAINT MARTIN Mireille	DALLY Isabelle
SGOBARO Evelyne	NOVAK Delphine	

**Article 3 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci dessous ;
  - 2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
  - 3°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
  - 5°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;
- aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom	Grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
GUEGANO Nathalie	Inspecteur	15 000 €	6 mois	10 000 euros
ADRAYNI Anne	Contrôleur	10 000 €	6 mois	5 000 euros
AMBERT Colette	Contrôleur principal	10 000 €	6 mois	5 000 euros
GHERAERT Laurence	Contrôleur principal	10 000 €	6 mois	5 000 euros
GIROT Christian	Contrôleur principal	10 000 €	6 mois	5 000 euros
GRANDGIRARD Rose-Marie	Contrôleur	10 000 €	6 mois	5 000 euros
FOUQUET Patrice	Contrôleur principal	10 000 €	6 mois	5 000 euros
RICHARD Rachel	Contrôleur principal	10 000 €	6 mois	5 000 euros
SCHMITT Bernadette	Contrôleur principal	10 000 €	6 mois	5 000 euros
JAMEY Mitsue	Agent administratif	2 000 €	6 mois	2 000 euros

**Article 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Toul, le 1er juillet 2013

Le Comptable,  
 responsable de service des impôts des entreprises,  
 Philippe POETTE

## SIP-SIE DE LONGWY

### Arrêté de délégation de signature du 1er juillet 2013 en matière de contentieux et de gracieux fiscal

Le Comptable, responsable du SIP-SIE de LONGWY,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;  
 VU le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 257 A, L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;  
 VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;  
 VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;  
 VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

## ARRETE

**Article 1er :** Délégation de signature est donnée à Mme FORTEMPS Maryline, Inspecteur des Finances Publiques, adjointe au responsable du SIP-SIE de LONGWY, en cas d'absence de dernier à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;
- 3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;
- 4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;
- 5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;
- 6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
- 7° les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 24 mois et porter sur une somme supérieure à 100 000 € ;
- 8°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
- 9°) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
  - 2°) en matière de gracieux fiscal d'assiette et de recouvrement, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
  - 3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
  - 4°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
  - 5°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;
- aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
Maryline FORTEMPS	Inspecteur	15 000 €	7 500 €	15 mois	15 000 euros
François JABOUILLE	Inspecteur	15 000 €	7 000 €	15 mois	15 000 euros
Liliane SCATIGNO	Contrôleur	10 000 €	5 000 €	10 mois	5 000 euros
Josiane NONNEMACHER	Contrôleur	10 000 €	5 000 €	10 mois	5 000 euros
Lauren MULLER	Contrôleur	10 000 €	5 000 €	10 mois	5 000 euros
Patrick VIEILLEDENT	Contrôleur	10 000 €	5 000 €	10 mois	5 000 euros
Claude FORTEMPS	Contrôleur	10 000 €	5 000 €	10 mois	5 000 euros
Philippe BIAVA	Contrôleur	10 000 €	5 000 €	10 mois	5 000 euros

**Article 3 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) en matière de gracieux fiscal de recouvrement, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
  - 2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
  - 3°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
  - 4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;
- aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
Brigitte L'HOTE.	Contrôleur	5 000 €	8 mois	5 000 euros
Dominique WITTOZ	Contrôleur	5 000 €	8 mois	5 000 euros
Joël RONDET	Contrôleur	5 000 €	8 mois	5 000 euros
Edith BRECKLE	Agent	1 000 €	6 mois	2 000 euros
Martine NELH	Agent	1 000 €	6 mois	2 000 euros
Yacine NEDJAI	Agent	1 000 €	6 mois	2 000 euros

**Article 4 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
  - 2°) en matière de gracieux fiscal d'assiette, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses
Laurence GRAVIER	Contrôleur	10 000 €	5 000 €
Maryse HOSDEZ	Contrôleur	10 000 €	5 000 €
Corinne DURANTE	Contrôleur	10 000 €	5 000 €
Farida HAMOUDA	Contrôleur	10 000 €	5 000 €
Chantal RICHARD	Contrôleur	10 000 €	5 000 €
Joël RONDET	Contrôleur	10 000 €	5 000 €

**Article 5 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe et Moselle.

Longwy, le 1er juillet 2013

Le Comptable,  
responsable du SIP-SIE de LONGWY,  
Jean Paul LAUER

## SIP-SIE DE BRIEY

## Arrêté du 1er juillet 2013 portant délégation de signature

Le Comptable, responsable du Service des Impôts des Particuliers et des Entreprises de BRIEY,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;  
 VU le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 257 A, L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;  
 VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;  
 VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;  
 VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

## A R R E T E

**Article 1er :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer , en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

1°) dans la limite de 15 000€ aux inspecteurs des finances publiques désignés ci-après :

DE RIBEIRO Ghislaine	DESLANDES Gaëlle	
----------------------	------------------	--

2°) dans la limite de 10 000€ aux contrôleurs des finances publiques désignés ci-après :

ALVAREZ Roger	DELPierre Martine	KOZIOL Chantal
REISS Brigitte	WYNEN Annick	MATERGIA Joëlle
BANCHELIN Aline	BARAUX Annick	BARAUX Lysiane
BONDIL Marie-Laure	MIANO Claudine	MONTINI Cristel

3°) dans la limite de 2 000€ aux agents des finances publiques désignés ci-après :

BOHN Pierre	CANEVE Martine	CONTA Sylviane
GAEL Brigitte	GELINET Alain	HERMENT-PIERNAS Catherine
LOUIS Chantal	PIERRE Jocelyne	PUZIAK Danièle
ROYER Nadine		

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses relatives aux pénalités et frais de poursuite, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
DE RIBEIRO Ghislaine	Inspecteur	15 000 €	12 mois	30 000 €
DESLANDES Gaëlle	Inspecteur	15 000 €	12 mois	30 000 €
BALDINI Denise	Contrôleur	8 000 €	12 mois	8 000 €
LEONETTI Brigitte	Contrôleur	8 000 €	10 mois	8 000 €
MATERGIA Joëlle	Contrôleur	8 000 €	10 mois	8 000 €
PALMERI Virginia	Contrôleur	8 000 €	10 mois	8 000 €
PIGOT Martine	Contrôleur	8 000 €	10 mois	8 000 €
BANCHELIN Aline	Contrôleur	8 000 €	10 mois	8 000 €
BARAUX Annick	Contrôleur	8 000 €	10 mois	8 000 €
BARAUX Lysiane	Contrôleur	8 000 €	10 mois	8 000 €
BONDIL Marie-Laure	Contrôleur	15 000 €	12 mois	15 000 €
MIANO Claudine	Contrôleur	8 000 €	10 mois	8 000 €
MONTINI Cristel	Contrôleur	8 000 €	10 mois	8 000 €
REISS Brigitte	Contrôleur	2 000 €	3 mois	2 000 €
BORGER Michel	Agent	8 000 €	10 mois	8 000 €
ANCELIN Sylvie	Agent	2 000 €	3 mois	2 000 €
WOZNIAK Christine	Agent	2 000 €	3 mois	2 000 €

**Article 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Briey, le 1er juillet 2013

Le responsable par intérim du SIP-SIE de Briey,  
 Eric CORROY

## SIE-SIP DE LUNEVILLE

## Arrêté du 1er juillet 2013 portant délégation de signature

Le Comptable, responsable du Service des Impôts des Entreprises et des Particuliers de LUNEVILLE,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;  
 VU le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 , L 247 A et R\* 247-4 et suivants ;  
 VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;  
 VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

# ARRETE

**Article 1er :** En l'absence du comptable, délégation de signature est donnée à Mr DUMOITIER Jean-Paul, inspecteur divisionnaire, adjoint au responsable du service des impôts des entreprises et des particuliers de LUNEVILLE, à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;
  - 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;
  - 3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;
  - 4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;
  - 5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;
  - 6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
  - 7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
- a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 20 000 € ;
  - b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
  - c) tous actes d'administration et de gestion du service.

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

- 1°) dans la limite de 60 000€, aux inspecteurs divisionnaires des finances publiques désignés ci après :

DUMOITIER Jean-Paul

- 2°) dans la limite de 15 000€, aux inspecteurs des finances publiques désignés ci après :

FROELIGER Stéphane

SOULIE Stéphanie

- 3°) dans la limite de 10 000€, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci après

COQUEREL Evelyne

MANGEOT Michel

FARAUS Nicole

MORMONT Patricia

GALMICHE Isabelle

PHILIPPE Dominique

GEORGES Arnaud

RENARD Damien

MAGNAT Sylvie

ROBICHON Laurence

- 4°) dans la limite de 2 000€, au agents de finances publiques de catégorie C désignés ci après

BORDOZ Séverine

MENU Armelle

BOULANGER Lydie

ODILE Martine

DIDIER Marie Paule

RENARD Laure

GRAINVILLE Nathalie

SAINT CYR Monique

JAEGER Thierry

SCHOFFER Maryse

LABUSSIÈRE Dominique

TREFFE Sylvie

**Article 3 :** Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci dessous ;
  - 2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
  - 3°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
  - 5°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;
- aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom	Grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
DUMOITIER Jean-Paul	Inspecteur divisionnaire	60000 €	12 mois	20 000 euros
FROELIGER Stéphane	inspecteur	15 000 €	6 mois	10 000 euros
SOULIE Stéphanie	inspecteur	15 000 €	6 mois	10 000 euros
COQUEREL Evelyne	Contrôleur principal	10 000 €	6 mois	5 000 euros
GALMICHE Isabelle	contrôleur	10 000 €	6 mois	5 000 euros
MAGNAT Sylvie	contrôleur	10 000 €	6 mois	5 000 euros
RENARD Damien	Contrôleur principal	10 000 €	6 mois	5 000 euros
ROBICHON Laurence	Contrôleur principal	10 000 €	6 mois	5 000 euros
GOMBERT Christine	Agent administratif principal	2 000 €	6 mois	2 000 euros
LAPORTE Denis	Agent administratif principal	2 000 €	6 mois	2 000 euros
SZATMARI Jean-Louis	Agent administratif principal	2 000 €	6 mois	2 000 euros

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Lunéville, le 1er juillet 2013

Le comptable, responsable de service des impôts des entreprises,

Roselyne GIURIANI

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

### AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES

**Décision de délégation de signature du 17 juin 2013 aux agents de la DDT de Meurthe-et-Moselle en matière de fiscalité de l'urbanisme**

Le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et- Moselle,

VU le livre des procédures fiscales, notamment son article L. 255-A,

VU le code du patrimoine, notamment ses articles L. 524-1 et suivants relatifs à la détermination de l'assiette et la liquidation de la redevance

d'archéologie préventive ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 331-1 et suivants relatifs à la détermination de l'assiette et la liquidation de la taxe d'aménagement et du versement pour sous densité ;

VU les articles R. 333-1 et suivants du code de l'urbanisme relatifs à la liquidation et à la détermination du versement résultant du dépassement du plafond légal de densité ;

VU notamment l'article R. 620-1 du code de l'urbanisme qui autorise le directeur départementale de l'équipement à déléguer sa signature en ce qui concerne les matières relevant en propre de ses attributions ;

VU l'arrêté de la ministre de l'égalité des territoires et du logement et de la ministre de l'écologie, du développement durable et l'énergie en date du 01 novembre 2011 portant nomination de Monsieur Christophe FOTRE directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

#### DECI DE

**Article 1er** : Délégation de signature est donnée :

- Monsieur Marc MENEGHIN, directeur adjoint,
- Madame Sophie Charlotte VALENTIN, chef du service Aménagement durable, Urbanisme, Risques,
- Monsieur Francis MALLET, Adjoint au chef du service Aménagement durable, Urbanisme, Risques,
- Madame Christiane ALNOT, chef de l'unité Application du Droit des Sols,
- Madame Brigitte LAURENT, chef de la cellule Animation/Fiscalité,

à effet de signer les actes, décisions et documents de toute nature en matière de détermination de l'assiette et de liquidation :

- de la taxe d'aménagement,
- du versement pour sous densité,
- de la redevance d'archéologie préventive,
- du versement résultant du dépassement du plafond légal de densité.

**Article 2** : La présente décision prendra effet dès sa parution au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
Nancy, le 17 juin 2013

Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

### SERVICE HABITAT - AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT - DELEGATION DE MEURTHE-ET-MOSELLE

#### Décision n° 2013/DDT/HAB/07 du 11 juin 2013 portant adoption du programme d'actions territorial 2013

M. Raphaël BARTOLT, délégué de l'Anah dans le département de Meurthe et Moselle, en vertu des dispositions de l'article L 321-1 du code de la construction et de l'habitation

VU les articles R.321-10, R.321-10-1 et R.321-11 du code de la construction et de l'habitation,

VU les délibérations du conseil d'administration de l'Anah du 05 décembre 2012 et du 13 mars 2013,

VU la note de la directrice générale de l'Anah et la circulaire de programmation du 1er mars 2013,

VU la programmation des crédits et les objectifs fixés en comité régional de l'habitat lors de sa séance du 11 février 2013,

VU l'avis favorable de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) lors de sa séance du 18 avril 2013,

#### DECI DE

**Article 1er** : Le programme d'actions territorial pour l'année 2013 de la délégation locale (hors territoires de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et de la Communauté de Communes du bassin de Pompey) est adopté.

**Article 2** : La présente décision prend effet à compter de sa signature.

**Article 3** : La présente décision fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 11 juin 2013

Le délégué de l'Agence,  
Raphaël BARTOLT

Le Programme d'Actions Territorial sera consultable à l'ANAH - Service Habitat et Constructions Durables de la DDT - Place des Ducs de Bar à Nancy.

### DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

#### SOLIDARITE - INSERTION

**Arrêté du 5 juillet 2013 portant fixation de la dotation globale 2013 du Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile géré par l'Association Accueil et Réinsertion Sociale (n° FINES : 540 011 988)**

Le Préfet de la région Lorraine

#### ARRETE

**Article 1er** : Pour l'exercice budgétaire 2013, les dépenses et les recettes prévisionnelles du CADA de l'ARS sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants	Totaux
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	48 000.00€	1 399 000 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	538 000.00€	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	813 000.00€	
Recettes	Groupe I Recettes afférentes à l'exploitation courante : produits de la tarification	1 376 744.00€	1 399 000 €
	Groupe II Recettes afférentes au personnel : autres produits relatifs à l'exploitation	22 146.23€	
	Groupe III Recettes afférentes à la structure : produits financiers et produits non encaissables	0.00€	
	Excédent	109.77€	

**Article 2 :** Les tarifs sont calculés en prenant le résultat excédentaire de l'année 2011 soit 109.77 €.

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement est fixée à 1 376 744€ imputés sur le budget opérationnel du programme 303 « immigration et asile » - action/sous action 02-15 - article d'exécution 54 - catégorie 64 - compte PCE 654121 § 2M.

En application de l'article R314-107 du code de l'action sociale et des familles, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est établie à hauteur de 114 728.66 €.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif établi.

**Article 4 :** Le paiement de cette dotation sera effectué selon les procédures comptables en vigueur, sur le compte bancaire de l'association ci-après mentionné :

CRCA Laxou Nancy Entreprises

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
16106	01001	69109214140	07

**Article 5 :** L'État se réserve la possibilité d'assurer sur pièces et sur place le contrôle de l'action menée par l'association. En cas de non-exécution totale ou partielle, l'État se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le reversement total ou partiel de la dotation accordée.

**Article 6 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale – Cour administrative d'appel de Nancy – 6 rue du Haut Bourgeois – C.O. 50015 - 54035 NANCY cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 7 :** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement ou au service concerné.

**Article 8 :** En application des dispositions du III de l'article R314-36 du code de l'action sociale et des familles, les tarifs fixés seront publiés au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 9 :** Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale de la cohésion sociale et le directeur du CADA sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Metz, le 5 juillet 2013

Le Secrétaire Général,  
Olivier du CRAY

# Arrêté du 5 juillet 2013 portant fixation de la dotation globale 2013 du Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile d'ESSEY-LÈS-NANCY géré par l'Association ADOMA (n° FINESS : 540 015 518)

Le Préfet de la région Lorraine

## ARRETE

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire 2013, les dépenses et les recettes prévisionnelles du CADA d'Essey-lès-Nancy sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants	Totaux
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	48 000.00€	787 000.60€
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	269 000.00€	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	470 000.60€	
Recettes	Groupe I Recettes afférentes à l'exploitation courante : produits de la tarification	752 133 €	787 000.60€
	Groupe II Recettes afférentes au personnel : autres produits relatifs à l'exploitation	0.00€	
	Groupe III Recettes afférentes à la structure : produits financiers et produits non encaissables	0.00€	
	Excédent	34 867.60 €	

**Article 2 :** Les tarifs sont calculés en prenant le résultat excédentaire de l'année 2011 soit 34 867.60€.

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement est fixée à 752 133€ imputés sur le budget opérationnel du programme 303 « immigration et asile » - action/sous action 02-15 - article d'exécution 54 - catégorie 64 - compte PCE 654121 § 2M.

En application de l'article R314-107 du code de l'action sociale et des familles, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est établie à 62 677.75€.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels en novembre et décembre sur la base du nouveau tarif établi.

**Article 4 :** Le paiement de cette dotation sera effectué selon les procédures comptables en vigueur, sur le compte bancaire de l'association ci-après mentionné :

BNP Paris Maine Montparnasse

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
30004	00274	00021302092	58

**Article 5 :** L'État se réserve la possibilité d'assurer sur pièces et sur place le contrôle de l'action menée par l'association. En cas de non-exécution totale ou partielle, l'État se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le reversement total ou partiel de la dotation accordée.

**Article 6 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale – Cour administrative d'appel de Nancy – 6 rue du Haut Bourgeois – C.O. 50015 - 54035 NANCY cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 7 :** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement ou au service concerné.

**Article 8 :** En application des dispositions du III de l'article R314-36 du code de l'action sociale et des familles, les tarifs fixés seront publiés au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 9 :** Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale de la cohésion sociale et la directrice du CADA sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Metz, le 5 juillet 2013

Le Secrétaire Général,  
Olivier du CRAY

**Arrêté du 5 juillet 2013 portant fixation de la dotation globale 2013 du Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile d'HERSERANGE géré par l'Association ADOMA (n° FINESS : 540 003 829)**

Le Préfet de la région Lorraine

**ARRETE**

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire 2013, les dépenses et les recettes prévisionnelles du CADA d'Herserange sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants	Totaux
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	57 000.00€	865 264.91€
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	310 019.00€	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	498 245.91€	
Recettes	Groupe I Recettes afférentes à l'exploitation courante : produits de la tarification	853 550.00€	865 264.91€
	Groupe II Recettes afférentes au personnel : autres produits relatifs à l'exploitation	1300.00€	
	Groupe III Recettes afférentes à la structure : produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent	10 414.91€	

**Article 2 :** Les tarifs sont calculés en prenant le résultat excédentaire de l'année 2011 soit 10 414.91 €.

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement est fixée à 853 550€ imputés sur le budget opérationnel du programme 303 « immigration et asile » - action/sous action 02-15 - article d'exécution 54 - catégorie 64 - compte PCE 654121 § 2M. En application de l'article R314-107 du code de l'action sociale et des familles, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est établie à 71 129.16€.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels en novembre et décembre sur la base du nouveau tarif établi.

**Article 4 :** Le paiement de cette dotation sera effectué selon les procédures comptables en vigueur, sur le compte bancaire de l'association ci-après mentionné :

BNP Paris Maine Montparnasse

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
30004	00274	00021302092	58

**Article 5 :** L'État se réserve la possibilité d'assurer sur pièces et sur place le contrôle de l'action menée par l'association. En cas de non-exécution totale ou partielle, l'État se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le reversement total ou partiel de la dotation accordée.

**Article 6 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale - Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - C.O. 50015 - 54035 NANCY cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 7 :** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement ou au service concerné.

**Article 8 :** En application des dispositions du III de l'article R314-36 du code de l'action sociale et des familles, les tarifs fixés seront publiés au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

**Article 9 :** Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale de la cohésion sociale et la directrice du CADA sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Metz, le 5 juillet 2013

Le Secrétaire Général,  
Olivier du CRAY

**Arrêté du 5 juillet 2013 portant fixation de la dotation globale 2013 du Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile de POMPEY géré par l'Association ADOMA (n° FINESS : 540 019 791)**

Le Préfet de la région Lorraine

**ARRETE**

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire 2013, les dépenses et les recettes prévisionnelles du CADA de Pompey sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants	Totaux
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	43 000.00€	747 000.67€
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	295 000.00€	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	409 000.67€	
Recettes	Groupe I Recettes afférentes à l'exploitation courante : produits de la tarification	715 946.00€	747 000.67€
	Groupe II Recettes afférentes au personnel : autres produits relatifs à l'exploitation	1 936.00€	
	Groupe III Recettes afférentes à la structure : produits financiers et produits non encaissables	0.00€	
	Excédent	29 118.67€	

**Article 2 :** Les tarifs sont calculés en prenant le résultat excédentaire de l'année 2011 soit 29 118.67 €.

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement est fixée à 715 946€ imputés sur le budget opérationnel du programme 303 « immigration et asile » - action/sous action 02-15 - article d'exécution 54 - catégorie 64 - compte PCE 654121 § 2M.

En application de l'article R314-107 du code de l'action sociale et des familles, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est établie à 59 662.16€.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels en novembre et décembre sur la base du nouveau tarif établi.

**Article 4 :** Le paiement de cette dotation sera effectué selon les procédures comptables en vigueur, sur le compte bancaire de l'association ci-après mentionné :

BNP Paris Maine Montparnasse

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
30004	00274	00021302092	58

**Article 5 :** L'État se réserve la possibilité d'assurer sur pièces et sur place le contrôle de l'action menée par l'association. En cas de non-exécution totale ou partielle, l'État se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le reversement total ou partiel de la dotation accordée.

**Article 6 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale - Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - C.O. 50015 - 54035 NANCY cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 7 :** Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement ou au service concerné.

**Article 8 :** En application des dispositions du III de l'article R314-36 du code de l'action sociale et des familles, les tarifs fixés seront publiés au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 9 :** Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale de la cohésion sociale et le directeur du CADA sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Metz, le 5 juillet 2013

Le Secrétaire Général,  
Olivier du CRAY

---

**Arrêté N° DDCS/SI/2013-51 du 18 juillet 2013 portant rejet d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs - Madame LEFEBURE, épouse KROELL Bénédicte, à NANCY**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 26/04/2013 présenté par Madame LEFEBURE épouse KROELL Bénédicte domiciliée 80, rue Isabey 54000 NANCY en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2013-38 du 28 juin 2013 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis défavorable en date du 15 mai 2013 de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale ;

VU l'avis favorable en date du 21 juin 2013 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Madame LEFEBURE épouse KROELL Bénédicte satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Madame LEFEBURE épouse KROELL Bénédicte justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;

CONSIDERANT que Madame LEFEBURE épouse KROELL Bénédicte ne comptabilise pas les 3 années d'expérience exigées dans un des domaines nécessaires à l'exercice des fonctions de mandataire judiciaire à la protection des majeurs (MJPM) pour pouvoir exercer en qualité de MJPM (expérience dans une domaine juridique, administratif, médico-social, budgétaire, fiscale, patrimonial ou de protection de la personne) ;

SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er :** la demande d'agrément présentée par Madame LEFEBURE épouse KROELL Bénédicte domiciliée 80, rue Isabey 54000 NANCY pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort des tribunaux d'instance de NANCY et LUNEVILLE est rejetée.

**Article 3 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 18 juillet 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Arrêté N° DDCS/SI/2013-72 du 24 juillet 2013 modifiant l'arrêté n° DDCS/SI/2011-120 du 6 septembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 9 juillet 2013 présenté par Monsieur BERNIER Henry gérant de la société civile de moyens « SCM BDT MJPM » située au 26 rue Lamartine BP 20112 54304 LUNEVILLE CEDEX, en vue d'obtenir l'agrément avec l'autorisation d'employer une secrétaire spécialisée pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et de Lunéville ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2013-38 du 28 juin 2013 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 11 juillet 2013 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;  
CONSIDERANT que Monsieur BERNIER Henry a sollicité un nouvel agrément comme le prévoit les articles L 472-1, alinéa 4, et R472-6 du code de l'action sociale et des familles lorsque le nombre de personnes qui exercent auprès de lui les fonctions de secrétaire spécialisé est différent du nombre figurant sur la déclaration initiale ;  
CONSIDERANT que Monsieur BERNIER Henry satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;  
CONSIDERANT que Monsieur BERNIER Henry justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;  
CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;  
SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

#### ARRETE

**Article 1er** : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles avec autorisation d'employer une secrétaire spécialisée est accordé à Monsieur BERNIER Henry gérant de la SCM BDT MJPM située 26, rue Lamartine 54304 LUNEVILLE CEDEX pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour les ressorts des tribunaux d'instance susmentionnés.

**Article 2** : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3** : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

**Article 4** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 24 juillet 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

#### **Arrêté N° DDCS/SI/2013-73 du 24 juillet 2013 modifiant l'arrêté n° DDCS/SI/2011-119 du 6 septembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;  
VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;  
VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;  
VU le dossier déclaré complet le 9 juillet 2013 présenté par Monsieur DELIEGE Fabrice gérant de la société civile de moyens « SCM BDT MJPM » située au 26 rue Lamartine BP 20112 54304 LUNEVILLE CEDEX, en vue d'obtenir l'agrément avec l'autorisation d'employer une secrétaire spécialisée pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et de Lunéville ;  
VU l'arrêté N°DDCS/SI/2013-38 du 28 juin 2013 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;  
VU l'avis favorable en date du 11 juillet 2013 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;  
CONSIDERANT que Monsieur DELIEGE Fabrice a sollicité un nouvel agrément comme le prévoit les articles L 472-1, alinéa 4, et R472-6 du code de l'action sociale et des familles lorsque le nombre de personnes qui exercent auprès de lui les fonctions de secrétaire spécialisé est différent du nombre figurant sur la déclaration initiale ;  
CONSIDERANT que Monsieur DELIEGE Fabrice satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;  
CONSIDERANT que Monsieur DELIEGE Fabrice justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;  
CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;  
SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

#### ARRETE

**Article 1er** : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles avec autorisation d'employer une secrétaire spécialisée est accordé à Monsieur DELIEGE Fabrice gérant de la SCM BDT MJPM située 26, rue Lamartine 54304 LUNEVILLE CEDEX pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour les ressorts des tribunaux d'instance susmentionnés.

**Article 2** : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3** : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

**Article 4** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 24 juillet 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Arrêté N° DDCS/SI/2013-74 du 24 juillet 2013 modifiant l'arrêté n° DDCS/SI/2011-129 du 17 octobre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 9 juillet 2013 présenté par Monsieur TRAINA Antoine gérant de la société civile de moyens « SCM BDT MJPM » située au 26 rue Lamartine BP 20112 54304 LUNEVILLE CEDEX, en vue d'obtenir l'agrément avec l'autorisation d'employer une secrétaire spécialisée pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et de Lunéville ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2013-38 du 28 juin 2013 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 11 juillet 2013 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Monsieur TRAINA Antoine a sollicité un nouvel agrément comme le prévoit les articles L 472-1, alinéa 4, et R472-6 du code de l'action sociale et des familles lorsque le nombre de personnes qui exercent auprès de lui les fonctions de secrétaire spécialisé est différent du nombre figurant sur la déclaration initiale ;

CONSIDERANT que Monsieur TRAINA Antoine satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Monsieur TRAINA Antoine justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;

CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles avec autorisation d'employer une secrétaire spécialisée est accordé à Monsieur TRAINA Antoine gérant de la SCM BDT MJPM située 26, rue Lamartine 54304 LUNEVILLE CEDEX pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour les ressorts des tribunaux d'instance susmentionnés.

**Article 2** : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3** : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

**Article 4** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 24 juillet 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**AUTRES SERVICES****L'AUTRE CANAL****Conseil d'Administration EPCC L'Autre Canal - Séance du 21 juin 2013 - Extrait du registre des délibérations - Délibération N° 090-2013 du 21 juin 2013 - Nouveau Représentant du Personnel au Conseil d'Administration de L'Autre Canal****Exposé des motifs :**

L'Autre Canal est un Etablissement Public de Coopération Culturelle administré par un Conseil d'Administration et son Président.

Conformément à l'article 2-2-2 du titre II des statuts de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, 2 sièges sont attribués à des Représentants élus parmi les membres du personnel de l'Etablissement L'Autre Canal pour une durée de trois ans renouvelable.

Suite à la fin du mandat de monsieur Thierry BENTZ, en tant que Représentant du Personnel de L'Autre Canal, un appel à candidatures a été lancé le 8 avril 2013, qui a conduit à l'élection le 13 mai 2013 de :

- Monsieur Alain BROHARD.

Son mandat, d'une durée de trois ans, court à compter de la première réunion du Conseil d'Administration à laquelle il a le droit de participer, à savoir le 21 juin 2013.

**Il est proposé au Conseil d'Administration :**

- de prendre acte du nom du nouveau Représentant du Personnel de L'Autre Canal.

**DECISION : ADOPTÉE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES**

**Etaient présents** : Mr Laurent HENART ; Mr Claude-Jean ANTOINE ; Mr Jean-Pierre MOINAUX ; Mr Bertrand MASSON ; Mr Marc CECCALDI représentant Mr Nacer MEDDAH ; Mme Florence FORIN représentant Mr Michel ORIER ; Mme Aude MEURET ; Mr Alain BROHARD.

**Avaient donné procuration écrite** : Mr André ROSSINOT à Mr Laurent HENART ; Mr Dominique REPECAUD à Mr Jean-Pierre MOINAUX ; Mme Jocelyne REBOUT à Monsieur Claude-Jean ANTOINE.

**Avaient donné pouvoir pour les représenter** : Mr Nacer MEDDAH à Mr Marc CECCALDI ; Mr Michel ORIER à Mme Florence FORIN.

**Etaient excusés** : Mr Nacer MEDDAH ; Mr Raphaël BARTOLT ; Mr Michel ORIER ; Mr Dominique REPECAUD ; Mr André ROSSINOT ; Mme Jocelyne REBOUT ; Mr Frank PILCER ; Mme Anne VALTON ; Mme Marie-Thérèse FRANÇOIS-PONCET.

Nancy, le 21 juin 2013

Le Président,  
M. Laurent HENART

**Conseil d'Administration EPCC l'Autre Canal - Séance du 21 juin 2013 - Extrait du registre des délibérations - Délibération N° 091-2013 du 21 juin 2013 - Mutation de la licence IV du bar de L'Autre Canal****Exposé des motifs :**

La licence IV du bar de L'Autre Canal est, depuis janvier 2007, au nom d'Isabelle CHAIGNE.

Compte tenu de son départ de la structure au 30 juin 2013, il convient d'effectuer une demande de mutation de cette licence au nom d'Henri DIDONNA.

**Il est demandé au Conseil d'Administration :**

- d'autoriser Monsieur DIDONNA à effectuer la demande de mutation de la licence IV du bar de L'Autre Canal à son nom.

**DECISION : ADOPTÉE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

**Étaient présents :** Mr Laurent HENART ; Mr Claude-Jean ANTOINE ; Mr Jean-Pierre MOINAUX ; Mr Bertrand MASSON ; Mr Marc CECCALDI représentant Mr Nacer MEDDAH ; Mme Florence FORIN représentant Mr Michel ORIER ; Mme Aude MEURET ; Mr Alain BROHARD.

**Avait donné procuration écrite :** Mr André ROSSINOT à Mr Laurent HENART ; Mr Dominique REPECAUD à Mr Jean-Pierre MOINAUX ; Mme Jocelyne REBOUT à Monsieur Claude-Jean ANTOINE.

**Avait donné pouvoir pour les représenter :** Mr Nacer MEDDAH à Mr Marc CECCALDI ; Mr Michel ORIER à Mme Florence FORIN.

**Étaient excusés :** Mr Nacer MEDDAH ; Mr Raphaël BARTOLT ; Mr Michel ORIER ; Mr Dominique REPECAUD ; Mr André ROSSINOT ; Mme Jocelyne REBOUT ; Mr Frank PILCER ; Mme Anne VALTON ; Mme Marie-Thérèse FRANÇOIS-PONCET.

Nancy, le 21 juin 2013

Le Président,  
M. Laurent HENART

**Conseil d'Administration EPCC l'Autre Canal - Séance du 21 juin 2013 - Extrait du registre des délibérations - Délibération N° 092-2013 du 21 juin 2013 - Projet d'activité 2013****Exposé des motifs :**

Le projet d'activité 2013 sera une déclinaison du projet artistique et culturel 2010/2012, validé par le contrat triennal d'objectifs et de moyens - signé par l'Etat, la Région Lorraine, la Ville de Nancy et la Directrice - et qui définissait les missions principales de l'équipement comme suit :

- la diffusion,
  - l'accompagnement,
  - la structuration du secteur des musiques actuelles.
- Pour 2013, L'Autre Canal prévoit notamment l'organisation et/ou la production de :

- \* 75 spectacles,
- \* le soutien à 2 structures de la région en pépinière d'entreprises,
- \* 67 jours de résidences de création ou de préproduction scénique,
- \* 1000 heures d'intervention dans le cadre d'accompagnement de groupes,
- \* 96 jours d'actions culturelles,
- \* 30 jours d'actions visant à la structuration du secteur des musiques actuelles,
- \* Le développement et la mise en ligne du site internet Lorraine musiques actuelles.

Le descriptif plus détaillé du projet 2013 est annexé à la présente délibération.

**Il est demandé au Conseil d'Administration :**

- de valider le projet d'activité 2013.

**DECISION : ADOPTÉE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

**Étaient présents :** Mr Laurent HENART ; Mr Claude-Jean ANTOINE ; Mr Jean-Pierre MOINAUX ; Mr Bertrand MASSON ; Mr Marc CECCALDI représentant Mr Nacer MEDDAH ; Mme Florence FORIN représentant Mr Michel ORIER ; Mme Aude MEURET ; Mr Alain BROHARD.

**Avait donné procuration écrite :** Mr André ROSSINOT à Mr Laurent HENART ; Mr Dominique REPECAUD à Mr Jean-Pierre MOINAUX ; Mme Jocelyne REBOUT à Monsieur Claude-Jean ANTOINE.

**Avait donné pouvoir pour les représenter :** Mr Nacer MEDDAH à Mr Marc CECCALDI ; Mr Michel ORIER à Mme Florence FORIN.

**Étaient excusés :** Mr Nacer MEDDAH ; Mr Raphaël BARTOLT ; Mr Michel ORIER ; Mr Dominique REPECAUD ; Mr André ROSSINOT ; Mme Jocelyne REBOUT ; Mr Frank PILCER ; Mme Anne VALTON ; Mme Marie-Thérèse FRANÇOIS-PONCET.

Nancy, le 21 juin 2013

Le Président,  
M. Laurent HENART

**Conseil d'Administration EPCC l'Autre Canal - Séance du 21 juin 2013 - Extrait du registre des délibérations - Délibération N° 093-2013 du 21 juin 2013 - Bilan 2007- 2012 + Rapport d'activité 2012****Exposé des motifs :**

Après 6 années de fonctionnement, L'Autre Canal dresse un bilan de son activité.

Pour la première période (2007/2009), l'objectif du projet de L'Autre Canal était de proposer aux populations et aux artistes d'expérimenter et de découvrir les différentes pratiques en musiques actuelles et leurs cultures correspondantes.

L'ambition était de faire vivre cet axe artistique éclectique et novateur grâce à un projet ouvert, participatif et structurant pour la Région Lorraine, en s'appuyant sur les forces vives de l'Agglomération de Nancy, du Sillon Lorrain et de la Grande Région.

De ce fait, L'Autre Canal se devait de relever trois enjeux majeurs concomitants :

- un enjeu de rayonnement culturel et de développement économique,
- un enjeu éducatif, d'apprentissage et de créativité,
- un enjeu sociétal.

A ces objectifs, le projet 2010/2012 ajoutait celui de :

- favoriser plus encore le développement et la structuration de la scène Musiques Actuelles de Lorraine et en Grande Région, et d'améliorer sa visibilité.

L'équipe s'est efforcée de répondre au mieux à ces attentes et à leur donner vie par le biais de la programmation, des dispositifs d'accompagnement, de la formation, de l'information, des rencontres/débats et de l'action culturelle.

Les nombreux retours positifs attestent que cette structure répond en grande partie aux attentes de la population jeune et moins jeune. La salle est bien repérée au niveau national et transfrontalier. Les artistes de la région y trouvent les moyens, les espaces et les ressources humaines pour progresser. De nombreuses actions se sont développées dans un cadre partenarial aux côtés d'associations à même de s'inscrire dans une démarche collective, de structures institutionnelles et de producteurs professionnels privés. Les actions culturelles mises en œuvre ont participé à l'accès à la culture pour le plus grand nombre. Enfin, l'inscription de cet espace dans ce quartier de Rives de Meurthe a participé à sa dynamisation.

Le bilan 2007 - 2012 reprend chacune des missions de la structure et en analyse leurs évolutions. Il expose les chiffres clefs – intensité de l'activité et fréquentation - et rappelle dans le détail les actions réalisées.

Le rapport d'activité 2012 et la synthèse des chiffres clefs 2007-2012 sont annexés à la présente délibération.

**Il est demandé au Conseil d'Administration :**

- de valider le bilan 2007-2012 + le rapport d'activité 2012.

**DECISION : ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

**Etaient présents :** Mr Laurent HENART ; Mr Claude-Jean ANTOINE ; Mr Jean-Pierre MOINAUX ; Mr Bertrand MASSON ; Mr Marc CECCALDI représentant Mr Nacer MEDDAH ; Mme Florence FORIN représentant Mr Michel ORIER ; Mme Aude MEURET ; Mr Alain BROHARD.

**Avaient donné procuration écrite :** Mr André ROSSINOT à Mr Laurent HENART ; Mr Dominique REPECAUD à Mr Jean-Pierre MOINAUX ; Mme Jocelyne REBOUT à Monsieur Claude-Jean ANTOINE.

**Avaient donné pouvoir pour les représenter :** Mr Nacer MEDDAH à Mr Marc CECCALDI ; Mr Michel ORIER à Mme Florence FORIN.

**Etaient excusés :** Mr Nacer MEDDAH ; Mr Raphaël BARTOLT ; Mr Michel ORIER ; Mr Dominique REPECAUD ; Mr André ROSSINOT ; Mme Jocelyne REBOUT ; Mr Frank PILCER ; Mme Anne VALTON ; Mme Marie-Thérèse FRANÇOIS-PONCET.

Nancy, le 21 juin 2013

Le Président,  
M. Laurent HENART

**Décision n° 68-2013 du 9 juillet 2013 - Annulation et remplacement de la décision n° 38-2011 modifiant l'institution de la régie d'avances**

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18,

VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008, modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du C.G.C.T. (Code Général des Collectivités Territoriales), relatifs à la création des régies des Etablissements Publics Locaux,

VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

VU la délibération n° 11-2006 validée par le Conseil d'Administration de l'EPCC L'Autre Canal du 19 décembre 2006, autorisant la création d'une régie d'avances,

VU la décision 38-2011 modifiant l'institution de la régie d'avances,

VU l'avis conforme de Monsieur le Trésorier en date du 3 juillet 2013,

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 :** Cette décision annule et remplace la décision N° 38-2011.

**Article 2 :** Il est institué une régie d'avances auprès de l'EPCC L'Autre Canal.

**Article 3 :** Cette régie est installée au 45 Bd d'Austrasie, 54000 Nancy.

**Article 4 :** La régie paie les dépenses suivantes dans le cadre des activités artistiques et culturelles menées par l'EPCC L'Autre Canal – dans la limite de 300€ en numéraire par opération :

- Des dépenses de matériel et de fonctionnement, dans la limite de 2 000€ par opération – arrêté du 19 décembre 2005, dont notamment :

\* des petites fournitures, affranchissement, transport de matériel, matériel électrique et d'éclairage, matériel technique, matériel de bricolage, matériel de restauration, matériel de bureau, documentation (livres, magazines), reproductions (photocopies, développements photographiques, CD), denrées alimentaires, produits de pharmacie, frais de réception et de représentation.

- Avances et/ou frais de mission et de stage – hôtel, restauration, transport, droits d'entrée :

\* pour les personnels et stagiaires, conformément à la Convention Collective Nationale des Entreprises Artistiques et Culturelles,

\* pour les artistes, techniciens, intervenants sur des formations, dans le cadre d'une convention préalablement signée entre les parties,

\* pour les membres du Conseil d'Administration, conformément à la délibération ayant statué sur le sujet.

- Remboursement de recettes, préalablement encaissées par la régie de recettes.

- Acquisitions de spectacles et avances sur acquisitions de spectacles, dans la limite de 10 000 € par opération – arrêté du 19 décembre 2005.

- Rémunérations des personnels payés sur une base horaire où à la vacation.

**Article 5 :** Les dépenses désignées à l'article 2 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- chèque,

- numéraire,

- carte bancaire.

**Article 6 :** Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur auprès de la Direction Départementales des Finances Publiques 54.

**Article 7 :** Le montant maximum de l'avance consentie au régisseur est fixé à 25 000€.

**Article 8 :** Une avance exceptionnelle pourra être accordée sur justification et accord de l'ordonnateur et du comptable public.

**Article 9 :** L'intervention des mandataires de la régie d'avances a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

**Article 10 :** Le régisseur verse auprès du comptable municipal la totalité des pièces justificatives de dépenses au minimum une fois par mois.

**Article 11 :** Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 12 :** Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 13 :** Le suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 14 :** L'ordonnateur et le comptable public assignataire de Nancy Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 9 juillet 2013

L'Ordonnateur,  
Henri DIDONNA  
Directeur de l'EPCC L'Autre Canal

**Décision n° 69-2013 du 24 juillet 2013 - Attribution du Marché à Procédure Adaptée pour la Prestation « Impression des documents de communication de L'Autre Canal »**

Décision prise en application du paragraphe 2-4-3-b, alinéa 5 des statuts de l'EPCC L'Autre Canal validés par la délibération n°003-2006, et de la délibération n°017-2006 toutes deux validées au Conseil d'Administration du 19 décembre 2006.

**Exposé des motifs :**

Une consultation a été lancée le 7 juin 2013 en vue de la passation d'un marché à procédure adaptée pour la Prestation « Impression des documents de communication de L'Autre Canal », en application de l'article 28 du code des marchés publics.

**Décision :**

En vertu de l'analyse des offres basée sur les critères de jugement énoncés dans le cahier des charges de la consultation, l'offre de BIALEC,

située 95 Boulevard d'Austrasie – 54000 Nancy, est retenue, pour un montant maximum de quarante cinq mille euros HT (45 000 € HT) annuel. Le présent marché est conclu pour une durée de 12 mois (douze mois) à compter de la date d'envoi de la notification, et prendra la forme de bons de commande. Il pourra être renouvelé une fois.

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de L'Autre Canal et un extrait en sera affiché à l'entrée des bureaux de L'Autre Canal. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Nancy, le 24 juillet 2013

Henri DIDONNA  
Directeur de l'EPCC L'Autre Canal

## **AVIS ET COMMUNICATIONS**

### **SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

#### **DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE**

##### **PREVENTION DES RISQUES**

**Document du 25 juillet 2013 listant les agents de la DREAL – direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – Lorraine habilités au titre de l'article R.8111-8 du code du travail pour l'inspection du travail dans les mines et carrières**

Conformément aux dispositions de l'article R. 8111-8 du code du travail, les agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – DREAL – Lorraine, dont les noms figurent dans la liste ci-dessous, sont habilités à exercer les attributions des inspecteurs du travail en ce qui concerne l'exploitation des mines et carrières de la région Lorraine, ainsi que de leurs dépendances, à l'exception des carrières situées dans le domaine de l'État mises à disposition du ministre de la défense.

Ces missions sont exercées sous l'autorité du ministre chargé du travail.

- Mme Pascale HANOCQ
- M. Robert MAZZOLENI
- Mme Stéphanie DUMONT
- M. Gérard FOLNY
- Mlle Frédérique TABARY
- Mme Sabrina GUILLEVIC
- M. Pascal PELINSKI
- Mme Claire MERMET
- Mme Mélanie LOUIS-ZABETH
- M. Denis TOUSSAINT
- M. René VILLAIN
- M. Christophe TEJEDO
- Mme Emilie THIERY
- M. Daniel FLEURENTIN

La présente liste annule et remplace la liste du 30 janvier 2013.

Les décisions individuelles d'habilitation sont consultables au secrétariat général de la DREAL Lorraine à Metz.

Metz, le 25 juillet 2013

Le chef du service Prévention des Risques,  
Thomas AILLERET

